



2025 Rapport Annuel



SOMMAIRE

	Message du Président	3
	Liste des sigles, acronymes et abréviations	5
	Tableau synoptique sur la BOAD et les financements mis en place en 2025	6
	Faits marquants de l'année 2025	7
14	Environnement économique et social	
	Environnement international	15
	Environnement au sein de l'UEMOA.....	17
	Développement humain et social en Afrique de l'Ouest	18
19	Réalisations de la BOAD en 2025	
	Tableau d'ensemble	20
	Réalisations par axe stratégique	24
	Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale	24
	Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé	26
	Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique	30
	Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque.....	32
	Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion	36
46	Thème de l'année	
	Introduction	47
	Évaluations et portefeuille-pays	47
	Évaluations dans le domaine climat et environnement.....	48
	Évaluations en matière de sécurité alimentaire	49
	Évaluations du financement des PME : Études de cas en Côte d'Ivoire et au Sénégal.....	51
	Conclusion	53
	Annexes	54

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Chers partenaires, chers collaborateurs,

Dans un environnement international marqué par la persistance des tensions géopolitiques et la volatilité des marchés, l'économie mondiale a maintenu une croissance stable de 3,3%. La poursuite de la décélération de l'inflation a, par ailleurs, contribué à restaurer progressivement des conditions plus favorables à l'investissement.

Au niveau régional, la dynamique économique est restée robuste, avec une croissance de 6,7%, en dépit de défis sécuritaires et climatiques persistants. La quasi-stabilité des prix, traduite par une inflation proche de zéro, témoigne de la résilience des économies de l'Union.

Dans ce contexte, notre Institution a une nouvelle fois démontré sa solidité et sa capacité d'adaptation, en poursuivant son engagement au service de la croissance, de l'intégration régionale et de la transformation structurelle de l'UEMOA.

Ainsi, la BOAD a approuvé le financement de 64 projets pour un montant total de 935,8 milliards FCFA, principalement sous forme de prêts à moyen et long terme (78%), orientés vers des

MESSAGE DU PRÉSIDENT

investissements structurants dans les secteurs clés de l'énergie, des transports, de l'agriculture et du développement social. **Les décaissements ont atteint 698,5 milliards FCFA**, en progression de 82% par rapport à 2024, **portant le taux de décaissement annuel à 23,7%, contre 16% un an plus tôt**. Cette performance reflète les efforts soutenus, engagés pour accélérer l'exécution des projets et maximiser l'impact de nos interventions.

Sur les marchés financiers, la Banque a mobilisé 1 522 milliards FCFA, traduisant à la fois la diversification accrue de ses sources de financement et la confiance renouvelée de ses partenaires. Le renforcement de notre cadre d'intervention, notamment à travers des instruments dédiés à l'adaptation et à l'atténuation des effets du changement climatique, ainsi que le déploiement de programmes à fort impact, confirment notre rôle moteur dans l'accompagnement des États face aux enjeux climatiques.

L'année écoulée a également été marquée par des avancées institutionnelles significatives, ayant renforcé l'efficacité et la crédibilité de notre Institution. La poursuite de la décentralisation des activités vers les Missions Résidentes, conjuguée à la réforme du dispositif de supervision des projets, a permis d'améliorer sensiblement

la qualité de notre accompagnement, tant auprès des États membres que du secteur privé.

Par ailleurs, **l'obtention de la certification IFACI pour notre dispositif d'audit interne consacre l'excellence de nos pratiques en matière de contrôle et de conformité. La confirmation de notre notation « BBB » avec perspective stable atteste**, quant à elle, de la solidité de notre gouvernance, de la robustesse de nos fondamentaux et de la confiance durable de nos partenaires.

Dans cette dynamique de renforcement institutionnel, **la création du Comité d'Éthique et de Bonne Gouvernance (CEBG) constitue une avancée majeure**. Placé sous l'autorité directe du Conseil d'Administration, ce comité contribuera à rehausser encore davantage nos standards en matière de gouvernance, de transparence et de prévention des risques, notamment à travers une gestion rigoureuse des conflits d'intérêts et le renforcement des mécanismes de contrôle et de lutte contre la fraude.

Avec l'ouverture d'un nouveau cycle stratégique, « Djoliba... La Suite (2026-2030) », notre ambition est d'amplifier significativement notre impact. Nos interventions s'articuleront autour de priorités claires :

l'accès universel à l'énergie électrique, le renforcement du secteur privé et de la diversification productive, le développement de l'innovation financière et de l'inclusion numérique, la transition climatique, ainsi que la valorisation du capital humain.

Je tiens, à cet égard, à exprimer ma profonde gratitude :

- à nos actionnaires, pour leur engagement constant et leur soutien indéfectible ;
- à nos partenaires techniques et financiers, pour la qualité de leur collaboration et leur appui déterminant ;
- à l'ensemble du personnel, dont le professionnalisme et la mobilisation quotidienne constituent le socle de nos performances.

C'est avec une confiance renouvelée dans notre avenir commun que je vous invite à découvrir les réalisations de la BOAD au titre de l'exercice 2025.

Bonne lecture.

Serge EKUE
Président de la BOAD
Président du Conseil
d'Administration de la BOAD





SIGLES, ACRONYMES & ABRÉVIATIONS

AFD : Agence Française de Développement	KfW : Kreditanstalt für Wiederaufbau
BAD : Banque Africaine de Développement	Mds FCFA : Milliards de Francs CFA
BADEA : Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique	MR : Missions Résidentes
BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	ODD : Objectifs de Développement Durable
BEI : Banque Européenne d'Investissement	ONG : Organisations Non Gouvernementales
BID : Banque Islamique de Développement	PCA : Plan de Continuité des Activités
BOAD : Banque Ouest Africaine de Développement	PIB : Produit Intérieur Brut
CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest	PME-PMI : Petites et Moyennes Entreprises – Petites et Moyennes Industries
COP : Conférence des Parties	PPP : Partenariat Public-Privé
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine	RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises
FDC : Fonds de Développement et de Cohésion	SDSI : Schéma Directeur du Système d'Information
FDE : Fonds de Développement Énergie	SI : Système d'Information
FMI : Fonds Monétaire International	S&P : Standard & Poor's
FVC : Fonds Vert pour le Climat	TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
GED : Gestion Électronique des Documents	UE : Union Européenne
IAS/IFRS : International Accounting Standards / International Financial Reporting Standards	UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
	UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine



TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

Date de création	14 novembre 1973 Démarrage des activités opérationnelles en 1976
Actionnaires	- États membres de l'UEMOA : Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo - BCEAO (Banque centrale) - Actionnaires non régionaux : Allemagne, BAD, BADEA, BEI, Belgique, France, Inde, République Populaire de Chine, Royaume du Maroc
Mission	Promouvoir le développement équilibré des États membres et contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest
Vision	BOAD, la Banque de référence, pour un impact durable sur l'intégration et la transformation de l'Afrique de l'Ouest
Capital autorisé au 31 décembre 2025	1 709,35 Mds FCFA
Capital souscrit au 31/12/2025	1 525,75 Mds FCFA
Total bilan au 31/12/2025	5 363,488 Mds FCFA
Effectif opérationnel de la Banque au 31/12/2025	333 agents
Financements en 2025	64 projets financés pour un total de 935,8 Mds FCFA Répartition par domaine Transport/TIC : 269,9 Mds FCFA, soit 28,8% Santé-Education : 50,1 Mds FCFA, soit 5,4% Production agricole et sécurité alimentaire : 162,4 Mds FCFA, soit 17,4% Immobilier-Habitat : 57,0 Mds FCFA, soit 6,1% Énergie : 269,2 Mds FCFA, soit 28,8% Finance et Assurance : 127,3 Mds FCFA, soit 13,6% Quelques résultats de développement et d'impacts des projets financés (cibles ex ante) Production d'eau potable : 317 547 m³/jour Terres agricoles irriguées : 60 773 hectares Puissance électrique installée : 710 Mégawatts Emplois : 1 033 661 Valeur ajoutée : 6 766 Mds FCFA
Financements cumulés, 1976 – 2025	9 766 Mds FCFA

TIMELINE

2025

07 FÉVRIER

Réalisation d'une émission hybride de 500 millions USD

Les fonds levés financeront des projets verts et sociaux, soutenant le développement durable dans l'UEMOA

10 FÉVRIER

Partenariat entre la BOAD et Africa Specialty Risks

Signature d'un partenariat visant à mener une étude de faisabilité sur la création d'une captive d'assurance

18 FÉVRIER

17 milliards FCFA de dons du Fonds Vert pour le Climat en faveur du Togo

La Banque a obtenu l'approbation, par le Fonds Vert pour le Climat (FVC), d'un financement de 27 millions USD

27 FÉVRIER

Obtention d'une certification professionnelle IFACI

La Banque a obtenu la certification professionnelle de l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI)

14 AVRIL

Abdoulaye DAFPE Vice-Président de la BOAD

M. Abdoulaye DAFPE a pris ses fonctions de Vice-Président de la Banque le 14 avril 2025.

17 AVRIL

La notation BBB de la BOAD révisée de «Négative» à «Stable»

La Banque demeure ainsi la seule institution de la région ouest-africaine à bénéficier d'une notation en catégorie Investissement

30 MAI

Inauguration des nouveaux bureaux de la BOAD en Côte d'Ivoire

Cette relocalisation s'inscrit dans le cadre du projet global de décentralisation des Missions Résidentes de la BOAD



TIMELINE

2025

12 JUIN

BOAD Development Days

La Banque a organisé, les 12 et 13 juin 2025 à Lomé, la première édition des «BOAD Development Days».

23 JUIN

La BOAD accréditée en tant que Partenaire d'Exécution du MCDF Finance Facility

Elle rejoint des institutions majeures telles que la BAD, l'Africa Finance Corporation, l'AIIB ou la BID.

20 AOÛT

Renforcement stratégique des partenariats BOAD-Japon

En marge de la TICAD 9, tenue du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, la BOAD a considérablement renforcé sa coopération avec les principaux acteurs financiers japonais.

11 SEPTEMBRE

La BOAD devient membre de l'Alliance Mondiale Contre la Faim et la Pauvreté

La BOAD a marqué une étape stratégique majeure en adhérant officiellement à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté.

09 OCTOBRE

La BOAD lève sur le marché international 1 milliard d'euros sur 15 ans

Émission obligataire record pour le financement de projets structurants et prioritaires.

09 OCTOBRE

Le Conseil d'Administration de la BOAD a adopté une réforme majeure

Approbation de la note sur les nouvelles modalités de supervision des marchés passés dans le cadre des opérations en faveur des États.

09 OCTOBRE

Création du Comité d'Éthique et de Bonne Gouvernance (CEBG)

La BOAD a renforcé son dispositif de gouvernance, avec cette instance spécialisée rattachée au Conseil d'Administration.



TIMELINE



10 OCTOBRE

Première session du Conseil d'Administration de la Fondation BOAD

Présidée par M. Serge EKUE, cette session marque une étape décisive dans la mise en place de la gouvernance de la Fondation.

13 OCTOBRE

Participation de la BOAD aux assemblées annuelles de la Banque mondiale

L'occasion de rencontres clés de la délégation conduite par le Président Serge Ekué pour consolider et élargir les coopérations existantes.

14 OCTOBRE

La BOAD a organisé, « La Soirée Investisseurs »

Cet événement de haut niveau a réuni des investisseurs institutionnels, des banques internationales ainsi que des partenaires techniques et financiers.

19 NOVEMBRE

Renforcement du dialogue avec le marché de l'assurance-crédit

L'événement a réuni des assureurs d'Afrique, de Londres et de Paris pour renforcer la collaboration et la capacité d'intervention de la Banque.

20 NOVEMBRE

COP 30 : Renforcement de la coopération BOAD-CAF-banco de desarrollo de América Latina y el Caribe pour l'action climatique

À l'occasion de la COP 30, les deux institutions ont signé un accord illustrant le dynamisme de la coopération Sud-Sud au sein de l'IDFC.

24 NOVEMBRE

Signature d'un protocole d'accord stratégique entre l'État du Sénégal et la BOAD

L'expertise de la Banque en structuration financière et catalyseur pour attirer investisseurs privés et partenaires internationaux.

23 DÉCEMBRE

17 milliards FCFA de dons mobilisés auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial pour renforcer la résilience climatique

Trois projets climatiques structurants, entièrement conçus et portés par la Banque au profit du Bénin, du Burkina Faso et du Mali.

FAITS MARQUANTS



7 février

Réalisation d'une émission hybride de 500 millions USD

Le 7 février 2025, la BOAD a réalisé avec succès une émission d'obligations hybrides durables d'un montant de 500 millions USD sur le marché international des capitaux. Cet instrument super-subordonné est assorti d'une maturité de 30 ans et d'une période de non-rachat de cinq ans, pour un taux de coupon équivalent en euros de 5,9 %. Les fonds levés financeront des projets verts et sociaux, soutenant le développement durable dans l'UEMOA. Cette opération renforce la capitalisation de la BOAD et accélère la mise en œuvre du Plan stratégique DJOLIBA.

10 février

Signature d'un partenariat entre la BOAD et Africa Specialty Risks visant à mener une étude de faisabilité sur la création d'une captive d'assurance

Les deux Institutions ont signé, le 10 février 2025, un partenariat pour mener une étude de faisabilité relative à la création d'une captive d'assurance dédiée à l'Afrique de l'Ouest. ASR apportera son expertise en tant que prestataire technique. Cette initiative vise à renforcer la gestion des risques de la BOAD en lui permettant de maîtriser certains risques spécifiques, tout en optimisant l'allocation du capital et en soutenant davantage les projets de développement dans l'UEMOA.

18 février

Mobilisation par la BOAD de 17 milliards FCFA de dons du Fonds Vert pour le Climat en faveur du Togo

La Banque a obtenu l'approbation, par le Fonds Vert pour le Climat (FVC), d'un financement de 27 millions USD (environ 17 milliards FCFA) sous

forme de dons pour la mise en œuvre au Togo du projet de « Renforcement de la résilience des communautés vulnérables dans les zones à haut risque climatique et de catastrophes ». Ce projet, développé et porté par la Banque en partenariat avec le Gouvernement togolais, vise l'amélioration des services d'information climatique, le déploiement de systèmes d'alerte précoce multi-aléas et le renforcement des capacités d'adaptation locales.

Cette approbation constitue une avancée historique, le Togo bénéficiant ainsi de son premier projet individuel financé par le FVC, et confirme le rôle de la BOAD comme institution de référence dans la mobilisation de ressources climatiques internationales au profit des États de l'UEMOA. Elle intervient dans la continuité de la dynamique engagée par la Banque, marquée notamment par la mobilisation, quelques mois plus tôt, d'une subvention régionale de 30 milliards FCFA pour l'adaptation climatique.

27 février

Obtention par la BOAD d'une certification professionnelle IFACI

La Banque a obtenu la certification professionnelle de l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Internes (IFACI) pour son audit interne. Cette distinction (certificat N° IFACI/2025/0227r), délivrée le 27 février 2025 pour une année, atteste de la maturité organisationnelle de la fonction Audit Interne de la BOAD et de sa capacité à créer de la valeur pour la performance globale et la gouvernance de l'Institution. Elle vient également renforcer la crédibilité de la Banque auprès de ses partenaires techniques et financiers, en confirmant sa volonté de se conformer aux standards internationaux les plus élevés.

La BOAD devient ainsi la première institution financière multilatérale de développement à obtenir cette certification internationale, marquant son leadership en matière de bonnes pratiques d'audit interne.

14 avril

Prise de fonction de Monsieur Abdoulaye DAFÉ au poste de Vice-Président de la BOAD

Nommé lors de la 145^e session ordinaire du Conseil d'Administration, tenue à Dakar le 26 mars 2025, en remplacement de M. Moustapha BEN BARKA, dont le mandat est achevé, M. Abdoulaye DAFÉ a pris ses fonctions de Vice-Président de la Banque le 14 avril 2025 pour un mandat de cinq (05) ans, renouvelable.

Fort d'un parcours riche et diversifié, il est arrivé à un moment clé d'achèvement de la mise en œuvre du plan stratégique DJOLIBA 2021-2025 et du lancement des réflexions pour la planification stratégique de quatrième génération.

17 avril

L'agence de notation Fitch Ratings confirme la notation BBB de la BOAD et la révisé de «Négative» à «Stable»

Le 17 avril 2025, Fitch Ratings a confirmé la notation BBB de la BOAD et relevé la perspective associée de « Négative » à « Stable ». La Banque demeure ainsi la seule institution de la région ouest-africaine à bénéficier d'une notation en catégorie Investissement, confirmant la robustesse de son profil de crédit.

Cette décision reflète les solides performances de 2024, la forte capitalisation, la liquidité renforcée et les initiatives innovantes de gestion du bilan, dont l'émission inaugurale d'obligations hybrides durables. Elle traduit également la confiance des actionnaires dans la mise en œuvre du plan stratégique DJOLIBA 2021-2025.

FAITS MARQUANTS

30 mai

Inauguration des nouveaux bureaux de la BOAD en Côte d'Ivoire

La BOAD a inauguré ses nouveaux bureaux de la Mission Résidente en Côte d'Ivoire, désormais installés à l'Ivoire Trade Center (ITC).

Cette relocalisation s'inscrit dans le cadre du projet global de décentralisation des Missions Résidentes de la BOAD dans les États membres et vise à : (i) rapprocher la Banque de sa clientèle et de ses partenaires locaux, (ii) améliorer l'identification des besoins et opportunités sur le terrain, (iii) renforcer le suivi opérationnel et l'efficacité de mise en œuvre des projets dans chaque État membre.

La Côte d'Ivoire a été choisie comme pays pilote pour cette étape stratégique, en raison de la vitalité de son économie et de son statut de premier bénéficiaire des interventions de la BOAD dans l'UEMOA.

Cette inauguration des nouveaux bureaux illustre la volonté de la Banque de : moderniser son organisation, renforcer sa présence opérationnelle, accroître sa proximité avec les acteurs du développement. Elle marque une étape clé dans la stratégie de la BOAD visant à mieux répondre aux priorités de développement des États membres de l'UEMOA.

30 mai

Signature d'un Mémoire d'Entente entre la BOAD et la République de Côte d'Ivoire

La BOAD et la République de Côte d'Ivoire ont signé un Mémoire d'Entente marquant le lancement d'un ambitieux programme climat conjoint, aligné sur les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) du pays. S'appuyant sur un portefeuille de 300 projets verts, ce programme vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience climatique et stimuler l'investissement privé dans

les secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie et les ressources forestières. La BOAD mobilisera son expertise et ses instruments financiers, notamment le Fonds d'Études Climat, pour soutenir des projets à fort impact et faciliter l'accès à des financements climatiques concessionnels.

12 et 13 juin

BOAD Development Days

La Banque a organisé, les 12 et 13 juin 2025 à Lomé, la première édition des « BOAD Development Days » sur le thème : « Financement de la transition énergétique et de l'agriculture durable : défis, opportunités et solutions ».

Cette première édition a rassemblé des dirigeants gouvernementaux, des partenaires techniques et financiers, le secteur privé et des experts, afin de lancer un dialogue régional sur le financement de la transition énergétique et de l'agriculture durable. Elle a mis en lumière les réalisations de la BOAD dans l'UEMOA, discuté des enjeux de la transition énergétique et de l'agriculture durable, et renforcé le positionnement de la BOAD comme acteur central de la finance climat, du développement durable et de l'intégration régionale.

23 juin

La BOAD accréditée en tant que Partenaire d'Exécution du MCDF Finance Facility

La BOAD a été accréditée comme huitième Partenaire d'Exécution du Multilateral Cooperation Center for Development Finance (MCDF) Finance Facility, suite à la décision de son Comité Directeur et en accord avec l'Asian Infrastructure Investment Bank, Administrateur du MCDF. Elle rejoint ainsi des institutions majeures telles que la BAD, l'Africa Finance Corporation, l'AIIB ou la BID.

Cette accréditation renforce le rôle de la BOAD comme catalyseur d'investissements régionaux et consolide sa contribution au financement durable dans l'espace UEMOA.



À ce jour, le MCDF Finance Facility a approuvé 48 subventions pour un montant de 55,3 millions USD, destinées à soutenir des projets d'infrastructures transfrontaliers, avec un effet de levier attendu de 8,8 milliards USD d'investissements en Afrique, Asie, Amérique Latine et Caraïbes.

20 au 22 août 2025

Renforcement stratégique des partenariats BOAD-Japon lors de la TICAD 9

En marge de la TICAD 9, tenue du 20 au 22 août 2025 à Yokohama, la BOAD a considérablement renforcé sa coopération avec les principaux acteurs financiers japonais à travers la conclusion de trois protocoles d'accord structurants. Il s'agit :

- du renouvellement du protocole d'accord avec la Japan Bank for International Cooperation (JBIC), confirmant l'engagement commun en faveur du développement durable dans l'UEMOA et ouvrant la voie à une nouvelle ligne de crédit GREEN destinée au financement de projets de transition énergétique, d'innovation verte, de numérisation et d'agriculture durable ;
- de la signature du premier protocole d'accord avec Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), portant sur le cofinancement de projets, la création d'opportunités de collaboration avec les entreprises japonaises et l'accompagnement de la BOAD dans ses opérations d'émission ;
- de la signature du premier protocole d'accord avec Mizuho Bank, visant à développer un partenariat en matière d'opérations de trésorerie (prêts bilatéraux, syndications, appui aux émissions obligataires), de trade finance et de financement d'infrastructures.

Ces trois accords positionnent la BOAD comme un partenaire africain de référence des institutions financières japonaises et ouvrent de nouvelles perspectives de mobilisation de ressources et de coopération technique au bénéfice des États membres de l'UEMOA.

FAITS MARQUANTS

11 septembre

La BOAD devient officiellement membre de l'Alliance Mondiale Contre la Faim et la Pauvreté

La BOAD a marqué une étape stratégique majeure en adhérant officiellement à l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, initiative portée par la présidence brésilienne du G20 visant l'atteinte des Objectifs de Développement Durable relatifs à l'éradication de la faim et de la pauvreté (ODD 1 et 2) et à la réduction des inégalités (ODD 10). Cette adhésion, validée en août 2025, inscrit la Banque au sein d'un réseau international de premier plan regroupant près de 200 membres, dont des États, des organisations internationales, des institutions financières et des fondations.

À travers cet engagement, la BOAD renforce son positionnement en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et consolide ses partenariats stratégiques à l'échelle mondiale. Sa contribution s'articule autour de deux axes majeurs : (i) le financement de projets structurants dédiés à la sécurité alimentaire et (ii) le partage de connaissances, en mettant à profit plus de cinq décennies d'expérience au service du développement des États membres de l'UEMOA. En retour, la Banque bénéficiera des synergies, des instruments de politiques publiques et des mécanismes de soutien technique et financier de l'Alliance, de nature à accélérer la mise en œuvre de programmes à fort impact dans la lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités.

9 octobre

La BOAD lève sur le marché international 1 milliard d'euros sur 15 ans

La BOAD a réalisé sur les marchés financiers internationaux une émission obligataire record de 1 milliard d'euros sur une maturité exceptionnelle de 15 ans, soit la plus longue obligation de référence en euros jamais émise par une Banque multilatérale de développement africaine.

Cette émission a suscité un engouement remarquable des investisseurs internationaux, avec un carnet d'ordres atteignant 2,7 milliards d'euros, soit près de trois fois le montant recherché. Cette forte demande a permis à la Banque d'obtenir un resserrement de 35 points de base et de fixer un coupon compétitif de 6,25 %, démontrant la solidité de la signature BOAD et la confiance du marché dans les perspectives de l'UEMOA.

Les ressources mobilisées serviront à financer des projets structurants et prioritaires à long terme dans l'UEMOA, en parfaite adéquation avec la mission de la BOAD et les objectifs de son Plan stratégique 2026-2030.

09 octobre

Approbation de la note sur les nouvelles modalités de supervision des marchés passés dans le cadre des opérations en faveur des États.

Lors de sa session d'octobre 2025, le Conseil d'Administration de la BOAD a adopté une réforme majeure concernant la supervision des marchés liés aux opérations en faveur des États membres. Cette décision autorise désormais la Banque à déléguer la responsabilité complète de la passation de certains marchés aux États membres ou aux entités publiques soumises aux codes des marchés publics. Cette évolution stratégique vise à accélérer les processus et à améliorer significativement les taux de décaissement, renforçant ainsi l'efficacité et l'impact des projets financés par la BOAD.

09 octobre

Création du Comité d'Éthique et de Bonne Gouvernance (CEBG)

En 2025, la BOAD a renforcé son dispositif de gouvernance avec la création du Comité d'Éthique et de Bonne Gouvernance (CEBG), instance spécialisée rattachée au Conseil

d'Administration. Institué par Décision n°051/2025/CA/BOAD du 9 octobre 2025 et doté d'une Charte approuvée par Décision n°051 BIS/2025/CA/BOAD, ce Comité vise à aligner la Banque sur les standards internationaux en matière d'intégrité, de transparence et de conformité.

Le CEBG constitue l'organe de référence du Conseil pour la supervision des politiques d'éthique, de prévention et de lutte contre la corruption, ainsi que pour la gestion des conflits d'intérêts au niveau des organes dirigeants.

Sa mise en place renforce la robustesse de la gouvernance de la BOAD, améliore la transparence et la redevabilité institutionnelle, et consolide la confiance des actionnaires, investisseurs et partenaires techniques et financiers. Elle contribue également à préserver l'accès durable de la Banque aux ressources financières dans un environnement international de plus en plus exigeant en matière de bonne gouvernance.

10 octobre

Première session du Conseil d'Administration de la Fondation BOAD

Le 10 octobre 2025, la Fondation BOAD a tenu la première session de son Conseil d'Administration.

Présidée par M. Serge EKUE, cette session marque une étape décisive dans la mise en place de la gouvernance de la Fondation.

La réunion a permis d'approuver le Règlement intérieur, d'installer l'organe exécutif ainsi que le dispositif de délégation de pouvoirs, et de créer deux fonds stratégiques : un Fonds de solidarité d'urgence et un Fonds pour l'étude, la culture et la connaissance.

Les grandes orientations pour l'élaboration du plan stratégique 2026-2028 de la Fondation ont également été définies et un point d'étape a été fait sur le programme intérimaire de mécénat.





13-17 octobre

Participation de la BOAD aux assemblées annuelles de la Banque Mondiale

En marge de ses Assemblées, une délégation de la BOAD, conduite par son Président Serge Ekué, a mené une série d'échanges stratégiques de haut niveau visant à renforcer les partenariats, mobiliser des ressources innovantes et accélérer le financement du développement au sein de l'UEMOA. Dans le cadre de cette mission, plusieurs rencontres clés avec des partenaires ont permis de consolider et d'élargir les coopérations existantes.

14 octobre

La BOAD a organisé en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Washington DC, « La Soirée Investisseurs »

Dans le cadre de sa stratégie de communication financière et de renforcement des relations avec la communauté des investisseurs, la BOAD a organisé, le 14 octobre 2025 à Washington DC, une Soirée Investisseurs en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

Cet événement de haut niveau a réuni des investisseurs institutionnels, des banques internationales ainsi que des partenaires techniques et financiers, et a offert une plateforme d'échanges directs avec le Top Management de la Banque. Les discussions ont porté notamment sur les performances financières récentes, le bilan de mise en œuvre du Plan stratégique DJOLIBA 2021-2025, ainsi que les grandes orientations du prochain cycle stratégique 2026-2030, dans un contexte de forte mobilisation de ressources et d'intensification des interventions de la BOAD dans l'UEMOA.

La forte participation et la qualité des échanges ont confirmé l'attractivité de la signature BOAD et renforcé la confiance des marchés dans sa trajectoire financière.

19 et 20 novembre

Renforcement du dialogue avec le marché de l'assurance-crédit – 2^e édition des Journées Assureurs à Cotonou

Les 19 et 20 novembre 2025, la BOAD a organisé à Cotonou, en partenariat avec COFARCO, la deuxième édition des Journées Assureurs. L'événement a réuni des assureurs d'Afrique, de Londres et de Paris autour d'un objectif central : renforcer la collaboration avec le marché de l'assurance-crédit pour soutenir plus efficacement le financement du développement dans l'UEMOA.

Cette initiative contribue directement au renforcement de la capacité d'intervention de la Banque et à l'accélération de la transformation économique et sociale dans l'Union.

20 novembre

COP 30 : Renforcement de la coopération BOAD-CAF-banco de desarrollo de América Latina y el Caribe pour l'action climatique

À l'occasion de la COP 30, la BOAD a signé une lettre d'intention avec la CAF – banco de desarrollo de América Latina y el Caribe, afin de renforcer la coopération entre les deux institutions au sein de l'International Development Finance Club (IDFC).

Cet accord consolide l'engagement commun en faveur du financement climatique, de l'intégration régionale et du développement durable.

Ce partenariat illustre le dynamisme de la coopération Sud-Sud et contribuera à améliorer l'efficacité, l'intégrité et l'impact des financements climatiques au bénéfice des populations.

24 novembre

Signature d'un protocole d'accord stratégique entre l'État du Sénégal et la BOAD pour la valorisation des actifs publics

Le 24 novembre 2025, la BOAD et l'État du Sénégal ont signé un protocole d'accord établissant un partenariat stratégique visant à optimiser la valorisation des actifs publics du pays. Ce mécanisme innovant, structuré autour du Fonds de Valorisation des Actifs du Sénégal (FOVAS), permettra de mobiliser des ressources nouvelles grâce aux revenus générés par les infrastructures stratégiques intégrées au dispositif.

Le FOVAS contribuera à diversifier les sources de financement, renforcer la trajectoire financière du pays et soutenir durablement ses ambitions de développement.

La BOAD apportera son expertise en structuration financière et jouera un rôle catalyseur pour attirer investisseurs privés et partenaires internationaux.

23 décembre

17 milliards FCFA de dons mobilisés auprès du Fonds pour l'Environnement Mondial pour renforcer la résilience climatique au Bénin, au Burkina Faso et au Mali

En 2025, la BOAD a franchi une étape majeure dans le déploiement de la finance climat en Afrique de l'Ouest, avec l'approbation par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) de trois projets climatiques structurants, entièrement conçus et portés par la Banque au profit du Bénin, du Burkina Faso et du Mali.

Ces projets totalisent plus de 29 millions USD (environ 17 milliards FCFA) de financements concessionnels sous forme de dons, destinés à renforcer la résilience climatique des territoires, restaurer les écosystèmes dégradés et promouvoir un développement sobre en carbone, tant en milieu rural qu'urbain.

[SOMMAIRE](#)

[MESSAGE DU PRÉSIDENT](#)

[TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES
FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025](#)

[FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024](#)

[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL](#)

[1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL](#)

[2. ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA](#)

[3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL
EN AFRIQUE DE L'OUEST](#)

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

[ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS](#)

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

[ANNEXES](#)



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA

3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL
EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'année 2025 s'est inscrite dans un contexte international toujours marqué par de fortes incertitudes géopolitiques et économiques

La persistance de la guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient, ainsi que la montée du protectionnisme (hausse des droits de douane américains en février 2025) ont contribué à fragiliser la dynamique de reprise engagée après la pandémie. Dans ce contexte, la croissance mondiale s'est établie à 3,3% en 2025, un niveau identique à

celui de 2024, reflétant une résilience face à la réorientation des politiques commerciales et à la volatilité des marchés financiers.

Les perspectives pour 2026 demeurent prudentes mais stables, avec une croissance mondiale attendue à 3,3%, suivie d'un léger ralentissement à 3,2% en 2027, traduisant

la persistance de facteurs de vulnérabilité structurelle. L'inflation mondiale a poursuivi sa décélération, passant de 5,8% en 2024 à 4,1% en 2025, sous l'effet du reflux des prix des produits énergétiques. Elle devrait continuer à ralentir pour atteindre 3,8% en 2026 puis 3,4% en 2027. Cette tendance contribue à desserrer progressivement les contraintes macroéconomiques, même si les conditions financières restent globalement restrictives.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA

3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL
EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Dans les économies avancées, la croissance s'est maintenue à 1,7% en 2025, comme en 2024. Une légère amélioration est attendue à 1,8% en 2026 et 2027.

Aux États-Unis, la croissance est demeurée robuste à 2,1% en 2025, portée par la relance budgétaire, la baisse progressive des taux et l'investissement technologique. Elle devrait atteindre 2,4% en 2026, avant de ralentir à 2% en 2027. Dans la zone euro, la croissance est restée modérée à 1,4% en 2025, freinée par la faible productivité, les coûts énergétiques élevés et une diffusion limitée des gains technologiques, malgré une inflation proche de la cible de la BCE. Elle devrait se stabiliser autour de 1,3% à 1,4% en 2026-2027. L'Allemagne est sortie progressivement de la récession (0,2%), avec une inflation stabilisée à 2,2%, tandis que la France a enregistré un ralentissement de son activité (0,8% en 2025 contre 1,1% en 2024).

Les économies émergentes et en développement continuent d'assurer l'essentiel de la dynamique mondiale, avec une croissance estimée à 4,4% en 2025 et projetée à 4,2% en 2026, soit plus du double de celle des

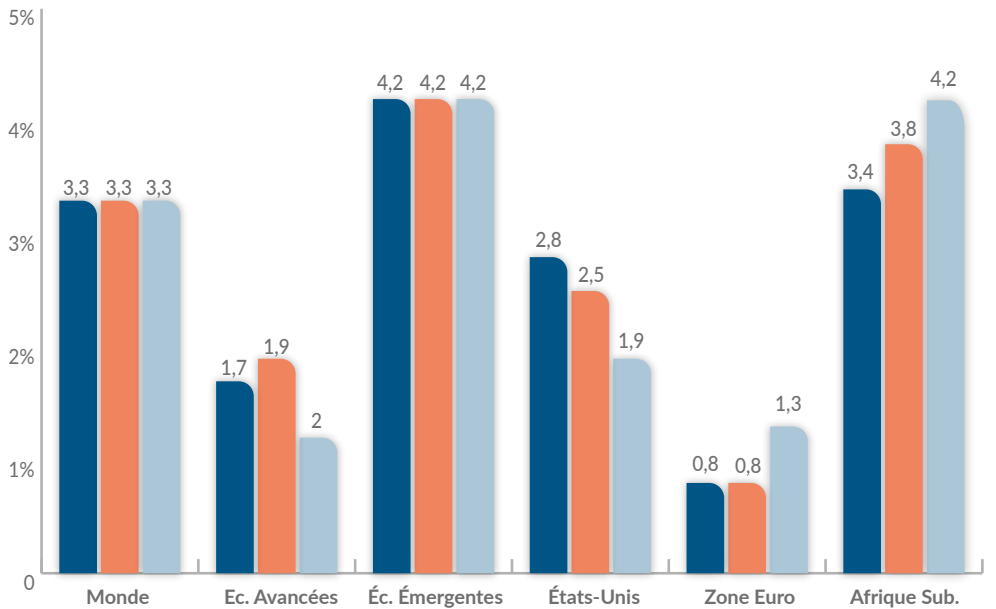
pays avancés. La Chine confirme son ralentissement structurel, avec une croissance de 5% en 2025 (comme en 2024) et attendue à 4,5% en 2026 et 4% en 2027, malgré des mesures de soutien à l'investissement. L'Inde s'impose comme l'un des principaux moteurs de l'économie mondiale, affichant une croissance de 7,3% en 2025 (contre 6,5% en 2024). Une normalisation autour de 6,4% est prévue en 2026 et 2027.

En Afrique subsaharienne, la reprise s'est consolidée, avec une croissance portée à 4,4% en 2025, puis attendue à 4,6% en 2026 et 2027, soutenue par la stabilisation macroéconomique et la mise en œuvre de réformes structurelles dans plusieurs

grandes économies de la région. L'inflation, bien qu'en repli, est restée élevée à 13,9%, traduisant la persistance de tensions structurelles dans certaines grandes économies de la région, notamment au Nigéria, au Ghana et en Angola.

Cette situation pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et sur les marges de manœuvre budgétaires des États. Cette tendance devrait se poursuivre en 2026, avec une inflation moyenne estimée à 11,5%, mais des niveaux très élevés persisteraient dans certains pays, notamment en Angola (21,6%), Nigéria (23,0%), Ghana (16,6%), Zambie (14,2%) et Éthiopie (13,0%).

GRAPHIQUE 1 : Dynamique de la croissance économique sur la période 2024-2026



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA

3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA

Malgré la dégradation de la conjoncture internationale et la persistance des défis sécuritaires dans certains États, les économies de l'UEMOA ont continué de faire preuve de résilience en 2025

La croissance s'est accélérée à 6,7%, contre 6,2% en 2024, portée par la robustesse de la demande intérieure et la bonne tenue de l'ensemble des secteurs d'activité.

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,5%, soutenue par l'augmentation de la production vivrière. Le secteur secondaire a connu une forte accélération (12,6%), tirée par les industries extractives, la reprise manufacturière et le dynamisme des BTP. Le secteur tertiaire a progressé de 5,2%, porté par les transports, le commerce et les télécommunications.

Tous les États membres ont affiché des taux de croissance soutenus, supérieurs à 6% pour la majorité d'entre eux, confirmant la vigueur globale de la dynamique régionale.

L'inflation moyenne dans l'UEMOA est ressortie nulle en 2025, contre 3,5% en 2024, traduisant une stabilisation des prix. Cette évolution résulte principalement de la baisse des coûts des produits alimentaires et énergétiques importés et au meilleur approvisionnement des marchés en produits locaux, à la faveur des bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026.

Le taux d'endettement de l'Union a reculé à 62,7% du PIB, en baisse de 1,8 point par rapport à 2024, sous l'effet de la reprise de la croissance nominale et de la réduction des déficits. Toutefois, le service de la dette a fortement augmenté, atteignant 11,2% du PIB, tiré par la progression rapide de la dette intérieure (+35,8%), qui représenterait 63,4 % du service total, contre une progression plus modérée de la dette extérieure (+18,5 %).

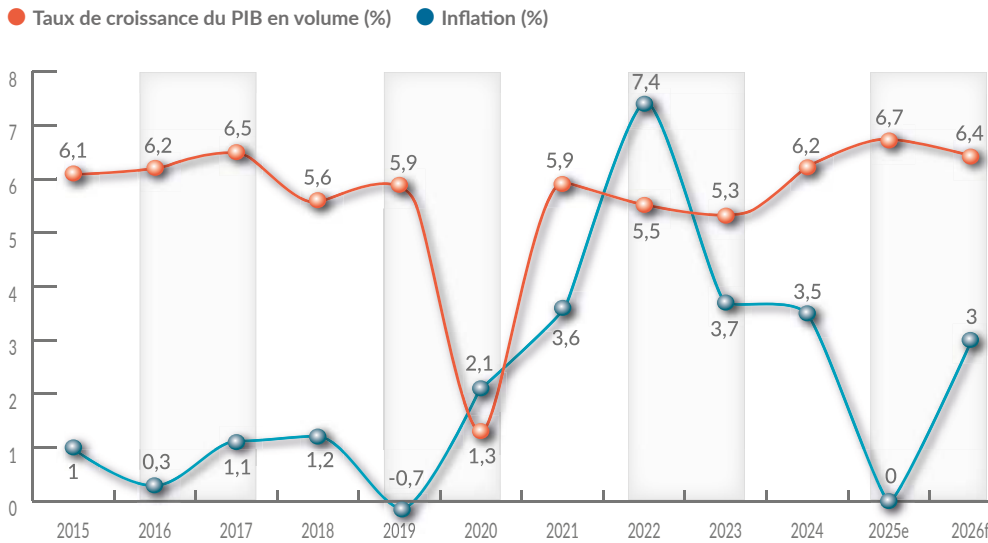
En 2026, l'activité économique au sein de l'Union devrait poursuivre son dynamisme

avec un taux de croissance de 6,4%. Par pays, le taux de croissance s'afficherait comme ci-après :

Bénin	+7,5%
Burkina Faso	+6,6%
Côte d'Ivoire	+6,7%
Guinée-Bissau	+5,6%
Mali	+6,3%
Niger	+6,7%
Sénégal	+5,0%
Togo	+6,5%

Graphique 2 : Croissance et inflation dans l'UEMOA sur la période 2015-2026

Source : Rapport d'exécution de la Surveillance Multilatérale, décembre 2025



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

2. ENVIRONNEMENT AU SEIN DE L'UEMOA

3. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le Rapport sur le Développement Humain 2025, intitulé « **Une question de choix : les personnes et les possibilités à l'ère de l'IA** », met en lumière la montée en puissance rapide de l'intelligence artificielle (IA) dans un contexte de ralentissement inédit du développement à l'échelle mondiale depuis 2020, malgré le rebond post-pandémie.

Les écarts entre pays se creusent, les économies les plus avancées bénéficiant de meilleures capacités de résilience (technologique, financière et institutionnelle). Les pertes liées aux inégalités (IDHI5) atteignent jusqu'à 40 % dans certains pays, révélant une double vulnérabilité des pays les moins avancés : faible développement et fortes disparités sociales, territoriales et de genre.

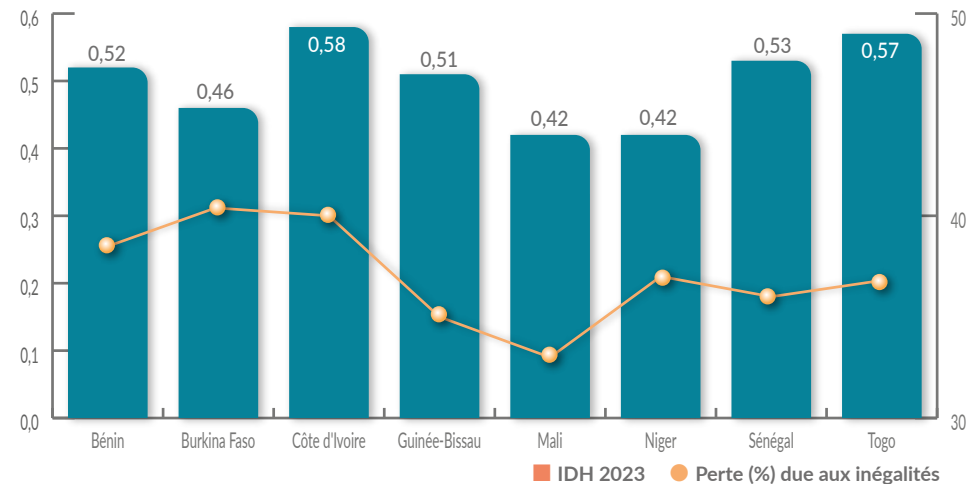
L'Afrique subsaharienne demeure la région la plus en retard, avec un IDH moyen de 0,568, pénalisée par l'insécurité, le chômage des jeunes, l'emploi informel et la vulnérabilité climatique. La région souffre aussi d'un déficit d'infrastructures et de compétences, aggravé par la fuite des talents, limitant son potentiel à tirer parti de l'IA.

L'IA, bien qu'elle promette de redéfinir l'avenir, risque d'amplifier ces fractures si elle est mal orientée.

Dans l'espace UEMOA, l'IDH progresse modérément mais reste inférieur aux moyennes mondiale et africaine. Les pays côtiers enregistrent des avancées soutenues grâce à l'amélioration des services sociaux, tandis que les pays sahéliens enclavés connaissent une stagnation, sous l'effet des crises sécuritaires et climatiques.

Graphique 3 : Évolution de l'IDH dans l'UEMOA

Source : PNUD ; Rapport sur le Développement Humain 2025



Le Rapport sur le Développement Humain 2025 propose un cadre d'action pour faire de l'IA une opportunité plutôt qu'un facteur de division, articulé autour de trois axes stratégiques :

- Construire une économie de complémentarité : les choix politiques doivent favoriser l'IA qui augmente le travail humain et la productivité, plutôt que celle qui cherche à automatiser ou remplacer les travailleurs. Cela implique d'investir dans l'IA pour la diversification économique et la transformation structurelle.
- Orienter l'innovation de manière intentionnelle : aligner la recherche et les usages de l'IA sur des objectifs sociétaux, en exploitant ses complémentarités avec la créativité et les sciences humaines.
- Investir dans les capacités qui comptent : transformer l'éducation et la santé grâce à

l'IA (personnalisation, équité, respect de la vie privée), en renforçant les compétences cognitives et numériques.

Les orientations dégagées mettent en exergue la nécessité de prioriser les investissements dans les infrastructures sociales, la transformation numérique, l'employabilité des jeunes et la résilience climatique. Elles interpellent le rôle de la BOAD comme acteur central du financement du développement humain, de la transition numérique et de la croissance inclusive dans l'espace UEMOA en :

- Orientant ses financements vers les infrastructures sociales et les zones enclavées.
- Soutenant la transformation numérique et l'intégration de l'IA dans les secteurs clés.
- Promouvant l'employabilité des jeunes et le développement des compétences digitales.

[SOMMAIRE](#)

[MESSAGE DU PRÉSIDENT](#)

[TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES
FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025](#)

[FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024](#)

[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL](#)

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[1. TABLEAU D'ENSEMBLE](#)

[2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE](#)

[Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale](#)

[Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et
d'emplois productifs en appui aux États
et au secteur privé](#)

[Axe 3 : Renforcer la résilience au changement
climatique](#)

[Axe 4 : Augmenter les capacités de
financement de la Banque](#)

[Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et
les systèmes de gestion](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

[ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS](#)

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

[ANNEXES](#)



RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025



TABLEAU D'ENSEMBLE

L'année 2025 est la dernière année de mise en œuvre du Plan stratégique DJOLIBA 2021-2025.

La BOAD a réaffirmé son rôle de partenaire majeur du développement dans l'UEMOA, avec **935,8 milliards FCFA** de financements approuvés en 2025, bien que légèrement inférieurs aux 939,4 milliards FCFA de 2024.

Les prêts à moyen et long termes, d'un montant de 732,78 milliards FCFA, représentant 78,3% du total, illustrent l'option stratégique de la Banque de financer des investissements structurants à fort impact économique et social, dont la rentabilité requiert des maturités longues, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie et de l'agriculture.

Les prêts à court terme (155,0 milliards FCFA, soit 16,6%) et les garanties (20,7 milliards FCFA, soit 2,2%) permettent respectivement de faire face aux besoins de trésorerie liés aux campagnes agricoles (coton, cacao, noix de cajou) et de financement du cycle d'exploitation des entreprises, puis de sécuriser les investissements dans les secteurs productifs.

Les prises de participation d'un montant de 20,6 milliards FCFA contribueront au renforcement des fonds propres des banques et des entreprises stratégiques de l'Union, de même qu'à l'amélioration de leurs ressources stables.

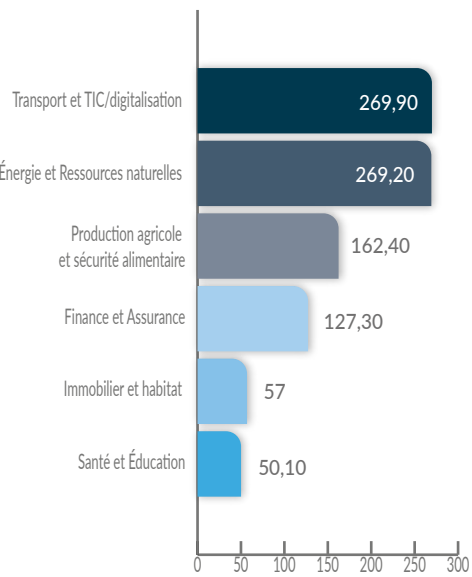
Les études de préparation de projets ont mobilisé des financements d'un montant de 6,77 milliards FCFA visant l'amélioration de la qualité à l'entrée et la maturité des projets d'investissements.

La ventilation sectorielle des financements met en évidence une forte orientation vers les domaines « **Transport et TIC/digitalisation** » et « **Énergie et Ressources naturelles** »

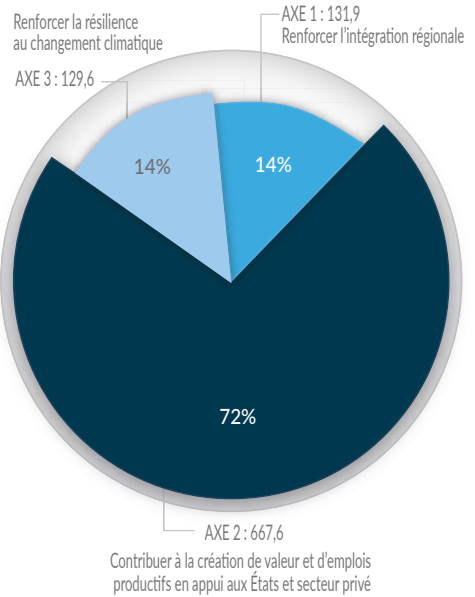
qui ont bénéficié chacun de concours d'un montant respectif de 269,9 milliards FCFA et 269,2 milliards FCFA, soit près de 58% du total. L'« **Agriculture et la Sécurité alimentaire** » ont mobilisé 162,4 milliards FCFA (17%), confirmant l'ambition de la Banque d'accompagner les objectifs de souveraineté alimentaire des États. Le reste des financements est destiné à des secteurs contribuant au développement du secteur privé, au renforcement du capital humain et à l'amélioration durable du bien être des populations.

La répartition des financements par domaine et axe opérationnel se présente comme suit :

Graphique 4 : Financements par domaine en 2025 (Mds FCFA)



Graphique 5 : Financements par axe opérationnel en 2025 (Mds FCFA), hors études



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

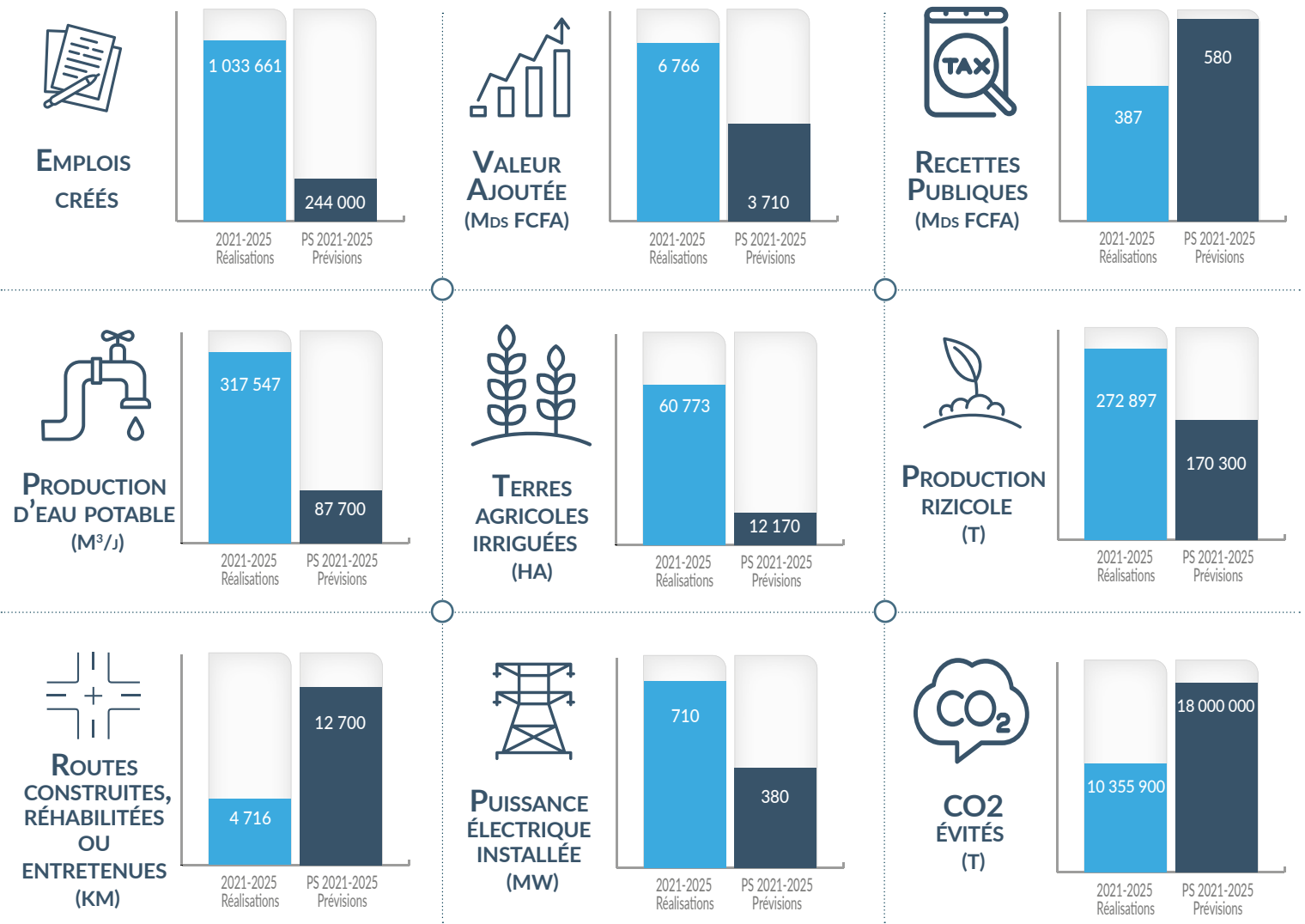
RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

Au terme du cycle quinquennal de mise en œuvre du Plan DJOLIBA, les objectifs sont largement dépassés, **3 765,7 milliards FCFA** de financement ayant été mis en place pour une prévision quinquennale de 3 351,5 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de **112,3 %**. Au cours de la période, les

engagements ont progressé de manière continue, passant de **429,4 milliards FCFA en 2021 à 935,8 milliards FCFA en 2025**. Ce niveau soutenu d'activité met en évidence un changement d'échelle de la Banque dans son accompagnement aux États membres de l'UEMOA.

Au-delà des financements, la performance se mesure également à l'aune des impacts attendus des projets financés. Il est à noter que la plupart des résultats atteints anticipent des dépassements des cibles initialement fixées des indicateurs de développement.

Graphique 6 : Récapitulatif du suivi des neuf (09) indicateurs d'impact



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

- 1. TABLEAU D'ENSEMBLE
- 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

En ce qui concerne l'alignement sur les Objectifs de développement durable (ODD), les financements approuvés à fin 2025 contribueront à la réalisation de la quasi-totalité des 17 ODD, à savoir :



Selon le type d'emprunteur, la part de financements allouée aux entités non souveraines (entreprises publiques et privées) s'est nettement améliorée par rapport à l'année précédente en ressortant à 44,5% en 2025 (416,2 Mds FCFA) contre 27,5% en 2024 (259,6 Mds FCFA).

Cependant, sur l'ensemble de la période 2021-2025, la structure du portefeuille fait apparaître un ratio Souverain/Non souverain moyen de 63/37, reflétant la volonté de la Banque de satisfaire les besoins des États.

Cependant, dans un contexte d'accentuation de l'endettement des États, la Banque se doit de mettre en place des schémas de financement déconsolidants en renforçant son accompagnement au Secteur privé et

les Partenariats Publics Privés. L'objectif est de soutenir la diversification économique et le développement des chaînes de valeur en vue d'accélérer la transformation structurelle des économies.

Tableau 1 : Financements selon la typologie des emprunteurs en 2025

Source : Services BOAD

Catégorie	Financements 2025 (Mds FCFA)	Nombre de projets 2025
Souverains	519,623	36
Entreprises publiques	120	04
Entreprises privées	296,221	24
Total	935,844	64

Encadré 1

la BOAD renforce la diversification économique des États membres par un soutien accru aux entreprises de l'UEMOA

La zone UEMOA a enregistré des progrès en matière de diversification de la production et des exportations. Les divers indices de concentration, notamment ceux de Theil et Herfindahl-Hirschmann, ont montré une baisse en 2024 dans la plupart des pays, suggérant une amélioration dans le domaine de la diversification des exportations. Les meilleures performances s'observent notamment au Togo, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Bénin. La région devrait donc poursuivre et intensifier ses efforts de transformation de sa base productive et des exportations, avec une orientation vers la complexité économique et les produits sophistiqués.

En 2025, la BOAD a renforcé ses financements non souverains dans deux domaines clés, à savoir : i) le développement dans la région d'infrastructures économiques en réseau (transport, énergie, TIC) et ii) le soutien des entreprises de l'Union dans la transformation des produits de base exportés et l'innovation technologique.

En matière de transformation productive, la BOAD a soutenu des projets industriels d'envergure, notamment dans les filières noix de cajou en Guinée-Bissau, fèves de cacao en

Côte d'Ivoire, or au Burkina Faso, le renforcement de l'industrie technologique régionale avec la construction et l'exploitation d'une unité d'assemblage d'ordinateurs, de tablettes, de smartphones et d'équipements électroménagers au Bénin. La valorisation locale de ces produits vise non seulement à accroître les recettes d'exportation et à renforcer les réserves de change, mais aussi à générer des emplois durables et à améliorer les conditions de vie des populations.

En matière d'infrastructures, les interventions de la Banque ont permis l'installation en perspective de 372 MW de capacités additionnelles de production d'énergie électrique, sécurisant ainsi l'approvisionnement des unités industrielles et des ménages. Parallèlement, la construction de 293,8 km a facilité le désenclavement des zones de production et l'interconnexion des marchés régionaux.

Dans le cadre du prochain Plan stratégique 2026-2030, l'appui à la diversification sera intensifié, notamment avec le relèvement progressif de la part des concours consacrés au secteur privé.



En 2025, les prêts directs accordés par la BOAD aux entités publiques et privées pour financer des projets structurants ont représenté 91,3% de ses activités, soit 852,8 milliards FCFA. Les financements ont majoritairement soutenu les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et les services sociaux. Les prêts indirects, sous forme de lignes de refinancement (35 milliards FCFA, soit 3,75 %), bien que modestes, jouent un rôle clé en stimulant le secteur privé, en particulier les PME, en facilitant leur accès au crédit via les institutions financières locales et en renforçant l'approfondissement du système financier régional.

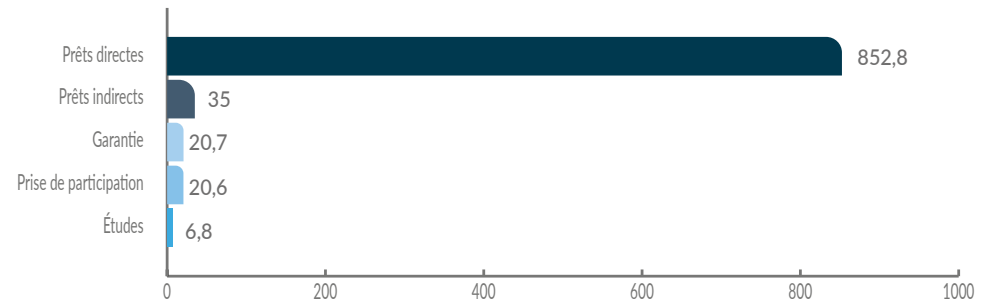
L'analyse des financements cumulés de la BOAD sur la période 1976-2025 met en évidence une trajectoire de croissance soutenue, illustrant la transformation de l'institution en un acteur financier de premier plan au sein de l'UEMOA.

Le changement d'échelle est remarquable. Alors qu'il a fallu près de quatre décennies pour atteindre un cumul de 3 338 milliards FCFA en 2014, la Banque a, au cours de la dernière décennie (2015-2025), presque triplé ce volume, frôlant en 2025 le seuil de 10 000 milliards FCFA de financements cumulés. Cette accélération reflète l'impact de ses plans stratégiques successifs, le renforcement de son rôle contracyclique, l'amélioration continue de ses processus internes et l'optimisation progressive de sa structure financière.

Sur les cinq dernières années, la Banque a approuvé plus de 3 300 milliards FCFA de financement, soit un volume équivalent à l'ensemble de ses engagements de la période 1976-2014. Le bond observé entre 2023 et 2025, représentant +1 873 milliards FCFA en deux ans, reflète non seulement sa forte efficacité opérationnelle, mais également une capacité de mobilisation de ressources sans précédent au bénéfice des économies de l'Union.

Graphique 7 : Typologie des financements en 2025 (Mds FCFA)

Source : Services BOAD



Avec un effet de levier de ses financements estimés à environ 2,16 à fin décembre 2025, la BOAD a réussi à drainer dans la région des investissements additionnels des co-financiers (y compris les emprunteurs) d'un montant total d'environ 21 087 milliards FCFA.

En lien avec sa mission d'intégration des économies de l'Afrique de l'Ouest, telle que définie par ses statuts, la Banque a poursuivi son soutien aux projets d'envergure régionale en y consacrant un montant total de 2 604,1 milliards FCFA, soit 26,7% de ses financements cumulés.

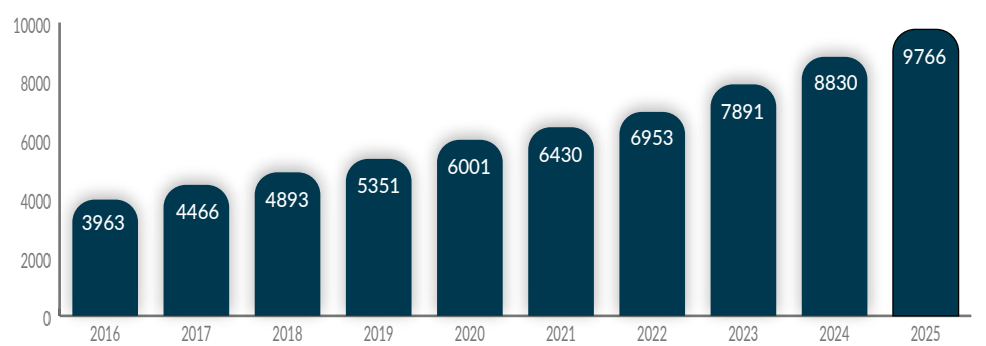
Les décaissements de l'année 2025 s'élèvent à 698,5 milliards FCFA (hors dons) contre

383,1 milliards FCFA en 2024, soit une hausse de 82%. Ce quasi-doublement est le résultat de la mise en œuvre des actions fortes recommandées par la Task-force décaissements dont un meilleur suivi et une amélioration de l'organisation du circuit des décaissements.

Le taux de décaissement annuel (toutes opérations confondues), s'établit à 23,7% pour l'année 2025, en nette hausse par rapport à l'année 2024 (16,0%). Quant au taux de décaissement cumulé, qui représente le rapport entre les décaissements cumulés (6 578,6 milliards FCFA) et les financements cumulés (9 766 milliards FCFA), il se situe à 67,4%.

Graphique 8 : Évolution des financements cumulés (Mds FCFA)

Source : Services BOAD



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

AXE 1 : Renforcer l'intégration régionale

FINANCEMENT

D'importantes marges de progrès existent encore pour accélérer les échanges intra-communautaires et intégrer les marchés de la sous-région. Pour libérer ce potentiel, la Banque, en lien avec sa mission statutaire visant le renforcement de l'intégration économique, a poursuivi son soutien au développement de projets régionaux structurants à fort impact, dans différents secteurs stratégiques. Ainsi, au cours de l'année 2025, elle a approuvé en faveur des projets intégrateurs, des financements pour un montant de 131,9 milliards FCFA, représentant 14% des concours octroyés sur la période. Ces concours contribueront notamment à la mise en œuvre des projets tels que :



Projet d'appui à la compagnie Air Côte d'Ivoire pour l'acquisition d'avions en République de Côte d'Ivoire.

D'un coût total de 166,93 milliards FCFA, dont 30 milliards FCFA de financement de la BOAD, ce projet porte sur l'acquisition de deux Airbus A330 900 Néo destinés à renforcer la flotte d'Air Côte d'Ivoire et à lancer des liaisons intercontinentales depuis Abidjan. Une telle expansion générera des emplois directs et indirects dans l'aviation civile, des services aéroportuaires et des secteurs connexes, tout en dynamisant le tourisme, les investissements et les échanges commerciaux.

Le projet contribuera fortement à la création de richesse, grâce à l'augmentation du trafic passagers et cargo, au renforcement du hub régional d'Abidjan et à l'amélioration de la connectivité internationale avec l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord.



Projet d'aménagement et de dédoublement de la route Ouidah- Hillacondji (58,5 km) : section Ouidah – Agonkanmey (7 km) en République du Bénin.

La tranche prioritaire du projet, d'un coût total de 31,8 milliards FCFA dont 30 milliards FCFA financés par la BOAD, porte sur la reconstruction en 2x2 voies de la route Ouidah-Agonkanmey sur 7 km, incluant des aménagements piétons sécurisés. Sa réalisation générera des emplois directs et indirects durant les travaux et l'exploitation, tout en stimulant l'économie locale grâce à une meilleure fluidité du trafic sur le corridor stratégique Cotonou-Lomé.

Le projet permettra une réduction de 35 % du temps de parcours, une hausse attendue de 50 % des échanges économiques et une amélioration notable de la sécurité avec une baisse estimée de 30 % des accidents.



Projet de réhabilitation et de bitumage de la route nationale (RN8) : section Orodara-frontière du Mali.

Le projet, d'un coût total de 75,08 milliards FCFA, dont 30 milliards FCFA financés par la BOAD, porte sur la réhabilitation et le bitumage de 55 km de la RN8 au Burkina Faso, entre Orodara et la frontière du Mali, incluant la construction d'un pont et l'installation d'un poste de péage-pesage.

Sa mise en œuvre générera des emplois directs et indirects durant les travaux et l'exploitation, soutenant ainsi l'économie locale et les entreprises régionales. En réduisant de 50 % le temps de parcours et de 60 % les coûts d'exploitation des véhicules, le projet renforcera significativement la compétitivité des filières agricoles et commerciales du Kénédougou et stimulera les échanges transfrontaliers avec le Mali. L'amélioration de la sécurité routière et l'accès facilité aux services sociaux contribueront à la création de richesse, au désenclavement durable des communes desservies et à la consolidation de l'intégration économique sous régionale.



Projet de construction de l'aéroport international de Ouagadougou-Donsin, au Burkina Faso.

Le projet consolidé, d'un coût total de 413,31 milliards FCFA, vise à renforcer la

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

compétitivité du transport aérien burkinabè en finalisant la modernisation des infrastructures liées au hub national. Le prêt de consolidation de 5,9 milliards FCFA permettra de couvrir les besoins supplémentaires identifiés pour le lot voirie et d'assurer la continuité optimale des travaux.

Sa mise en œuvre générera des emplois directs et indirects dans les domaines des infrastructures, de la logistique et des services aéroportuaires, tout en stimulant l'activité économique autour du hub. Le projet contribuera à la création de richesse grâce à l'amélioration de la connectivité nationale et régionale, à l'augmentation des flux commerciaux et au développement du tourisme.



Projet de construction et de bitumage de la route nationale n°22 (RN 22) Kongoussi - Djibo au Burkina Faso.

Le projet, d'un coût total de 31,72 milliards FCFA dont 20 milliards FCFA financés par la BOAD, porte sur la construction et le bitumage de 96 km de la RN 22 entre Kongoussi et Djibo, ainsi que sur la mise en place d'un poste de péage pour assurer la durabilité de l'infrastructure. Sa réalisation générera des emplois directs et indirects durant les phases de construction et d'exploitation, tout en dynamisant l'économie locale grâce au désenclavement d'une zone stratégique du Sahel.

Le projet permettra une réduction de 50 % du temps de parcours et de 60 % des coûts d'exploitation, améliorant la compétitivité des acteurs économiques et la fluidité des échanges. En renforçant la sécurité routière et l'accessibilité aux services essentiels, il contribuera à la création durable de richesse et au retour de la stabilité socio-économique dans une région fortement fragilisée.

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES ET PROGRAMMES RÉGIONAUX

Suite à la table ronde des bailleurs dédiée au financement de la **SDPE** (Stratégie de Développement de l'Énergie) et du **PRDEN** (Plan Régional de Développement de l'Énergie), la Commission de l'UEMOA et la BOAD ont entrepris trois actions majeures pour accélérer la mise en œuvre des projets régionaux. Ces actions comprenaient : (i) la mobilisation effective des ressources annoncées, (ii) un plaidoyer renforcé auprès des États membres pour les encourager à soumettre des requêtes au Fonds de transformation digitale et (iii) le renforcement des capacités nationales en matière d'élaboration de requêtes, notamment grâce à l'opérationnalisation progressive des **Unités Nationales de Suivi**.

Dans ce cadre, une réunion des Comités Techniques Nationaux s'est tenue du 21 au 23 mai 2025. Elle a permis d'harmoniser les outils de suivi, de mettre à jour le statut des projets et d'identifier les principales difficultés rencontrées dans le cycle de vie des infrastructures énergétiques. Les échanges ont également porté sur les

mécanismes de préparation et de soumission des demandes de financement auprès des partenaires techniques et financiers, en particulier la BOAD.

Sur le plan financier, des avancées significatives ont été enregistrées depuis la table ronde. Le financement de **onze projets de production** et de **sept projets de transport d'énergie** a été entièrement sécurisé, pour un montant global de **1 030 milliards FCFA**. Par ailleurs, **seize projets supplémentaires** ont achevé leurs études techniques et sont actuellement en négociations de financement, représentant un volume potentiel de **1 852 milliards FCFA**.

Pour sa part, la BOAD a déjà approuvé et mis en place des financements partiels à hauteur de **115,5 milliards FCFA**.

S'agissant du Programme SONGTAABA, les engagements cumulés atteignent, au 31 décembre 2025, 190 milliards FCFA sur une enveloppe totale de 200 milliards FCFA. Cet écart s'explique par la mobilisation partielle de l'allocation de la Guinée-Bissau, limitée à 15 milliards FCFA sur les 25 milliards prévus, en raison de contraintes macroéconomiques qui ont limité la mobilisation totale de l'enveloppe allouée.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et
d'emplois productifs en appui aux États
et au secteur privéAxe 3 : Renforcer la résilience au changement
climatiqueAxe 4 : Augmenter les capacités de
financement de la BanqueAxe 5 : Renforcer les ressources humaines et
les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTSLISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



AXE 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

FINANCEMENT

La création de valeur et d'emplois productifs constitue une préoccupation constante et transversale du Plan DJOLIBA. Pour y répondre de façon efficace, la Banque a soutenu en 2025 tout comme les années précédentes, la réalisation de projets d'investissements productifs d'un montant total de 667,7 milliards FCFA, soit 72% de ses financements, dans les secteurs de l'agro-industrie, des industries extractives, l'énergie, la finance inclusive, l'agriculture, la formation professionnelle.



Projet de construction de 6 lycées professionnels spécialisés en agriculture et agro-industrie à Tambacounda, Louga, Matam, Diourbel, Kolda et Thiès - phase 1 Thiès et Diourbel (20 milliards fcfa).

Le projet consiste en la construction et l'équipement de deux Lycées Professionnels en Agriculture et Agroalimentaire (LPAA) à Thiès et Diourbel, première phase d'un programme national de six établissements. D'un coût total de 49,063 Mds FCFA HT (soit 57,895 milliards FCFA TTC), financé majoritairement par la BOAD, le projet vise à former 4 500 jeunes par an et à insérer durablement 3 600 diplômés dans les chaînes de valeur agricoles et agroalimentaires.

La phase de construction générera 1 650 emplois équivalent temps plein, tandis que les effets multiplicateurs liés à l'entrepreneuriat, à la montée en compétences et à la structuration des filières favoriseront la création d'emplois indirects et induits. Le projet contribuera à l'augmentation des revenus ruraux, à la mobilisation de recettes fiscales additionnelles et au renforcement du capital humain.



Projet d'exploitation d'un gisement d'uranium à Moradi et d'implantation d'une usine de production d'acide sulfurique par la société COMIREX SA à Arlit en République du Niger.

Le projet vise l'exploitation du gisement d'uranium de Moradi et la construction d'une usine de production d'acide sulfurique afin de sécuriser l'approvisionnement en intrants stratégiques pour la transformation du minerai. D'un coût total de 29,030 milliards FCFA, financé à près de 50 % par la BOAD, il permettra d'extraire annuellement 624 000 tonnes de minerai et de commercialiser 243 tonnes de yellow cake, tout en produisant 150 000 tonnes d'acide sulfurique par an.

Les retombées économiques sont majeures, avec une valeur ajoutée directe estimée à 13,933 milliards FCFA en 2027, ainsi que des recettes fiscales annuelles d'au moins 2,326 milliards FCFA. Le projet générera 125 emplois permanents et 360 emplois temporaires, renforçant le rôle stratégique du secteur minier dans l'économie nigérienne.



Proposition de prêt pour le financement partiel du projet de construction et d'exploitation de la cité ministérielle de Lomé par la Société de Construction de la Cité Ministérielle (SOCOCIM) sau, à Lomé, au Togo (20 milliards FCFA) /partenariat public-privé.

Le projet consiste en la construction d'un complexe administratif moderne à Lomé, comprenant 18 immeubles, afin de centraliser les services publics et d'améliorer l'efficacité de l'administration togolaise. D'un coût global de 182,741 milliards FCFA TTC, dont la première phase est financée par un pool bancaire et, soutenue par la BOAD à hauteur de 20 milliards FCFA, il constitue un investissement structurant pour la modernisation de l'État. Sa mise en œuvre générera environ 1 100 emplois directs et indirects, dynamisant les filières locales du BTP et des services connexes.

Le projet produira une valeur ajoutée annuelle supérieure à 11 milliards FCFA, renforçant l'économie locale et l'attractivité du pôle administratif naissant.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

[TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025](#)

[FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024](#)

[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL](#)

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[1. TABLEAU D'ENSEMBLE](#)

[2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE](#)

[Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale](#)

[Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé](#)

[Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique](#)

[Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque](#)

[Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

[ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS](#)

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

[ANNEXES](#)

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025



Projet de renforcement des capacités d'exploitation des mines de Boungou et de Wahgnion au Burkina Faso.

Le projet vise à renforcer et augmenter les capacités d'exploitation des mines d'or de Wahgnion et de Boungou afin d'assurer la continuité des opérations et d'optimiser la création de valeur. D'un coût total de 33,210 milliards FCFA, financé à 90 % par la BOAD, l'investissement permet d'améliorer durablement la performance opérationnelle des deux sites.

Les retombées économiques sont majeures, avec des bénéfices projetés de 80,730 milliards FCFA dès 2025 et un cumul de plus de 1 159 milliards FCFA à l'horizon 2036, ainsi que des royalties totalisant 429,435 milliards FCFA sur la période. Le projet soutiendra en outre la création de 100 emplois permanents et 300 emplois temporaires, renforçant la contribution du secteur aurifère à la croissance et aux recettes publiques du Burkina Faso.



Prêt consolidé pour le financement du projet de renforcement de la capacité de production d'énergie par la construction d'une centrale thermique diesel de 15 MW à Bor en République de Guinée-Bissau.

Le projet consiste en la construction d'une centrale thermique Diesel de 15 MW à Bor (Prabis) afin de renforcer durablement la capacité de production électrique et de sécuriser l'alimentation de la ville de Bissau. D'un coût total actualisé de 31,188 milliards FCFA hors taxes, financé principalement par le FDE et la BOAD (dont 7,458 milliards FCFA en financement complémentaire), il permettra de produire 97,5 GWh d'électricité par an et d'améliorer la qualité du service pour 380 000 habitants.

Le projet générera une valeur ajoutée indirecte estimée à 2 milliards FCFA et environ 81 MFCFA de recettes fiscales annuelles. Il contribuera également à la création d'au moins 50 emplois directs et 234 emplois indirects et induits, favorisant ainsi le dynamisme économique local et la sécurité énergétique de la Guinée Bissau.



Projet d'acquisition et de renforcement des installations de la société Petrogal en République de Guinée-Bissau par Zener International Holding (ZIH).

Le projet vise l'acquisition par ZIH SA de 90 % de PETROGAL GB et le renforcement des infrastructures nationales de GPL à travers l'installation de 2 400 m³ de stockage et d'un carrousel d'emplissage de 350 bouteilles/heure. Avec un coût total de 28,466 milliards FCFA, financé en partie par la BOAD à hauteur de 8,850 milliards FCFA, il contribue à moderniser le secteur énergétique bissau guinéen et à sécuriser l'approvisionnement en gaz butane.

Les retombées économiques incluent une création de valeur ajoutée directe de 4,021 milliards FCFA dès 2026 et 17,945 Mds FCFA en 2035, ainsi que des recettes fiscales annuelles moyennes de 1,921 milliards FCFA. Le projet générera environ 30 emplois permanents, renforçant le tissu économique local tout en soutenant la politique nationale de butanisation et les objectifs du plan « Terra Ranka ».



Proposition de prêt pour le financement partiel du projet de promotion de la finance inclusive pour l'accès des populations à faibles revenus aux services financiers au Burkina Faso (PPFI-B) : tranche 3.

La troisième tranche du Projet de Promotion de la Finance Inclusive au Burkina Faso vise à renforcer l'accès des populations à faibles revenus et des micro entreprises aux services financiers via les institutions de microfinance. D'un coût total de 16,982 milliards FCFA HT, financé majoritairement par la BOAD à hauteur de 12,250 milliards FCFA, le projet soutiendra l'expansion du crédit productif et la dynamisation des activités génératrices de revenus.

Sa mise en œuvre permettra de créer environ 450 emplois directs et 600 emplois indirects et induits, tout en favorisant l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. Les retombées économiques incluent une valeur ajoutée annuelle estimée à 14,011 milliards FCFA et 579 millions FCFA de recettes fiscales supplémentaires.



Proposition de prêt pour le financement partiel du projet d'appui au Fonds Burkinabé de Développement Économique et Social (FBDES) au Burkina Faso.

L'opération consiste en la mise en place d'une facilité financière de 36 milliards FCFA en faveur du FBDES pour financer des sous-projets privés prioritaires inscrits dans le Plan d'Actions pour la Stabilisation et le Développement du Burkina Faso. Avec un coût total de 42,686 milliards FCFA, elle vise à soutenir des entreprises à fort potentiel dans l'agro-industrie et l'économie numérique, tout en renforçant les capacités opérationnelles du FBDES.

Le projet devrait générer des retombées significatives, notamment 1 000 emplois directs, 16 000 emplois indirects et induits, plus de 16 milliards FCFA de valeur ajoutée, environ 4 milliards FCFA de recettes fiscales, et des impacts positifs sur près de 500 000 producteurs.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

[Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale](#)

[Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé](#)

[Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique](#)

[Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque](#)

[Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion](#)

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

ANNEXES



Proposition de prêt pour le financement partiel du projet de construction et d'exploitation d'une unité de transformation de fèves de cacao dans la zone industrielle d'Akoupe-Zeudji PK 24, par la société JB Cocoa Côte d'Ivoire SA.

Le projet vise la mise en place d'une unité industrielle de transformation de cacao en pâte, beurre et poudre en Côte d'Ivoire, pour un coût global estimé à 15 milliards FCFA. Porté par JB COCOA CI SA, il s'inscrit dans la stratégie nationale de valorisation locale du cacao et de renforcement de la chaîne de valeur cacaoyère. L'investissement permettra de créer des emplois directs qualifiés et semi-qualifiés, ainsi que de nombreux emplois indirects dans la logistique, le transport et les services connexes.

Il contribuera significativement à la création de valeur ajoutée locale, à l'augmentation des recettes d'exportation et au renforcement des revenus des producteurs. Le projet soutiendra également la balance commerciale et les recettes fiscales de l'État, tout en renforçant la résilience de l'économie ivoirienne face à la volatilité des prix des matières premières.



Proposition de prêt pour le financement partiel du projet de construction de 4 300 logements sociaux et économiques en Côte d'Ivoire – Phase 3 de 1 100 logements à Yamoussoukro et Bouaké (37 000 M FCFA).

La troisième phase de ce programme porte sur la viabilisation des sites de Yamoussoukro et Bouaké et la construction de 1 100 logements sociaux, contribuant à résorber un déficit national estimé à 800 000

unités. D'un coût global de 57,895 milliards FCFA TTC, elle vise à offrir des logements décents et abordables aux ménages à faibles revenus via des mécanismes tels que la location-vente et la vente directe.

Le projet générera environ 450 emplois directs et 600 emplois indirects et induits, stimulant ainsi la filière BTP et les services associés. Ses retombées économiques incluent une création annuelle de 14,011 milliards FCFA de recettes fiscales. En améliorant le cadre de vie de 1 100 ménages et en dynamisant les écosystèmes urbains, cette phase contribuera à la croissance inclusive et à la réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire.



Proposition de financement partiel du projet de construction et d'exploitation d'un complexe agro-industriel de transformation de noix brutes de cajou en Guinée-Bissau.

Le projet consiste à construire et exploiter en Guinée-Bissau un complexe agro-industriel de transformation de noix brutes de cajou, d'une capacité initiale de 30 000 tonnes extensible à 50 000 tonnes par an, afin de produire des amandes destinées à l'exportation. Avec un coût total estimé à 27,077 milliards FCFA, financé par la BOAD, des banques locales et des fonds propres, l'opération vise à accroître la transformation locale, à renforcer la valeur ajoutée nationale et à soutenir l'industrialisation du pays.

Le projet générera près de 500 emplois pendant la construction, 1 000 emplois directs en phase d'exploitation (dont 70 % pour les femmes) et 1 500 emplois indirects dans les activités de collecte, transport et services. Il contribuera à la montée en gamme de la filière cajou, à la diversification de l'économie

et à l'augmentation des revenus des producteurs, consolidant ainsi la création de richesse au niveau national.



Projet de construction et d'exploitation d'une centrale thermique à cycle combiné de 372 MW à Songon en Côte d'Ivoire par la société Songon Énergies.

Le projet consiste en la réalisation, en mode BOOT, d'une centrale thermique à cycle combiné de 372 MW à Songon, pour un coût total de 436,006 milliards FCFA, incluant les travaux EPC et les infrastructures associées. Il vise à renforcer durablement l'offre électrique nationale en apportant 354 MW de capacité additionnelle et une production annuelle garantie de 2 805 GWh, répondant ainsi à la croissance de la demande en électricité en Côte d'Ivoire.

Les retombées économiques et sociales sont significatives, avec la création de plus de 1 130 emplois en phase de construction, 260 emplois directs en exploitation et 1 172 emplois indirects et induits. Le projet générera également au moins 35,25 millions FCFA de valeur ajoutée indirecte par an et 1,76 million FCFA de recettes fiscales, tout en améliorant l'accès à l'énergie pour 4,7 millions d'habitants et en renforçant la compétitivité économique du pays.



Proposition de prêt pour le financement partiel du projet de construction et d'équipement de lycées techniques professionnels au Bénin : Phase 2 de trois (03) lycées à Cotonou, Abomey-Calavi et Djakotomey (30 000 M FCFA).

Le projet vise la construction et l'équipement de trois Lycées Techniques Professionnels

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

(LTP) au Bénin, afin de renforcer l'offre de formation dans des secteurs économiques stratégiques tels que l'énergie, le numérique, le BTP ou encore le tourisme. D'un coût total de 30,512 milliards FCFA HT, financé majoritairement par la BOAD, il permettra de former 3 660 jeunes par an avec un taux d'insertion professionnelle visé de 50 à 70 %.

La phase de construction générera au moins 1 500 emplois équivalent temps plein, tandis que l'intégration des diplômés dans les chaînes de valeur favorisera la création d'emplois indirects et induits. Le projet contribuera ainsi à l'amélioration de la productivité nationale, à l'augmentation des revenus et à la mobilisation de recettes fiscales additionnelles. Avec un taux de rentabilité économique de

15,43 %, il constitue un investissement structurant pour le développement du capital humain et la compétitivité de l'économie béninoise.



Proposition de prêt pour le financement partiel du programme d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation en République Togolaise – Phase 1.

Le projet consiste à doter les Centres Régionaux de Mécanisation Agricole du Togo de matériels modernes de mécanisation et d'irrigation, afin d'améliorer durablement la productivité agricole. Avec un coût total de 20 milliards FCFA, entièrement financé



MANDATS D'ARRANGEMENT

En matière de structuration et d'arrangement de financements, la Banque a consolidé en 2025 son rôle de chef de file dans la mise en place de financements structurés au bénéfice des États membres et des entreprises stratégiques de l'UEMOA.

Au total, neuf mandats d'arrangement ont été signés pour un montant cumulé de 639,165 milliards FCFA, couvrant plusieurs secteurs prioritaires tels que l'énergie, les infrastructures, le transport aérien, la sécurité, l'immobilier administratif et les services publics. Ces mandats ont permis de mobiliser

574,866 milliards FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 90 %.

La mobilisation des ressources a reposé sur un mix de financements diversifiés, comprenant :

- Prêts directs de la BOAD : 280 milliards FCFA (48,7 % du total mobilisé) ;
- Cofinancements avec des institutions partenaires (notamment la BADEA) : 76,5 milliards FCFA ;
- Contributions des banques commerciales locales : 167 milliards FCFA dans le cadre du projet SIR ;
- Prêt d'une banque internationale (SGSN) : 21,4 milliards FCFA.

Par ailleurs, l'activité d'arrangement a généré 5,82 milliards FCFA de commissions, contribuant directement à la performance opérationnelle de la Banque et à la diversification de ses sources de revenus.

par la BOAD, l'opération vise à relever substantiellement les taux de mécanisation et d'irrigation du pays. Ses retombées socioéconomiques sont majeures : 500 emplois directs durant la mise en œuvre, plus de 60 000 emplois directs créés ou consolidés en phase d'exploitation, ainsi que 1 000 emplois indirects.

Le projet devrait également générer au moins 3,5 milliards FCFA de valeur ajoutée et accroître de 50 % les revenus des producteurs, notamment grâce à une hausse de plus de 60 000 tonnes de riz par an. Il contribuera ainsi à la modernisation agricole, à la sécurité alimentaire et à la création durable de richesse au Togo.

ASSISTANCE FINANCIÈRE AUX ÉTATS MEMBRES ET À DES INSTITUTIONS RÉGIONALES

Au cours de l'exercice 2025, la BOAD a accordé des subventions à hauteur de **161 005 976 FCFA** au titre de son programme d'assistance technique et institutionnelle dont **147 005 976 FCFA** au profit de quatre États membres.

Conformément à son engagement d'accompagner ses États membres dans les enceintes internationales, la BOAD a pris en charge la participation des délégations nationales à la Conférence des Parties (COP30) de la CCNUCC, tenue à Belém (Brésil) du 6 au 21 novembre 2025. À cet effet, une enveloppe annuelle dédiée de 25 millions de FCFA a permis d'accorder une subvention de 3,5 millions de FCFA à chacun des pays qui ont sollicité la subvention de la Banque : le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

AXE 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

FINANCEMENT

La résilience au changement climatique constitue une priorité de premier rang pour les économies de l'UEMOA. L'appui de la Banque dans ce cadre a notamment porté sur le financement de projets d'adaptation ou d'atténuation, pour un montant total de 129,6 Mds FCFA, soit environ 14% des concours en 2025. Ces financements sont alignés sur l'engagement DJOLIBA de consacrer au moins 25% des ressources aux projets climat sur la période 2021-2025. Les principaux projets soutenus au titre de cet axe sont :



Projet de renforcement des capacités d'exploitation du centre emplisseur de gaz butane de Sala par la société FOUTA GAZ en République du Mali.

Le projet consiste à renforcer les capacités du centre emplisseur de gaz butane de Sala par l'installation d'une unité de stockage de 990 m³ et d'une capacité d'emplissage de 112 tonnes/jour, afin d'accroître l'offre nationale de GPL. D'un coût total de 10,905 milliards FCFA, financé notamment par 5,000 milliards FCFA de la BOAD, il vise à réduire significativement le déficit national en GPL et à soutenir la transition énergétique au Mali.

Le projet permettra de créer au moins 50 emplois directs et 150 emplois indirects et induits, tout en générant environ 2 271 millions CFA de valeur ajoutée et 420 millions FCFA de recettes fiscales annuelles dès 2027. En produisant jusqu'à 32 000 tonnes additionnelles de GPL en régime de croisière, il contribuera à la réduction de la déforestation et à l'amélioration durable des conditions de vie des ménages.



Projet de construction d'un complexe d'hydrodésulfuration (HDS) de gasoil par la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR SA) en République de Côte d'Ivoire.

Le projet vise la construction d'un complexe d'hydrodésulfuration (HDS) à la SIR afin de réduire la teneur en soufre du gasoil de 1 800 ppm à 10 ppm, conformément à la norme EURO V. D'un coût total de 569,4 milliards FCFA, financé notamment par 60 milliards FCFA de la BOAD, il contribue à moderniser les capacités de raffinage tout en répondant aux exigences environnementales de la CEDEAO.

Le projet générera des retombées économiques majeures, dont une valeur ajoutée annuelle de 69 milliards FCFA et environ 51 milliards FCFA de recettes fiscales. Il permettra également de créer 2 700 emplois indirects et induits et de renforcer la compétitivité du secteur énergétique ivoirien. En réduisant massivement les émissions de SO₂ et de CO₂, il améliore durablement la qualité de l'air et protège la santé des populations.



ENVIRONNEMENT ET FINANCE CLIMAT

En matière de sauvegarde **environnementale et sociale**, la Banque a renforcé l'intégration des normes environnementales et sociales dans l'instruction et le financement de ses projets. Un accent particulier a été mis sur l'intégration du genre, assurant ainsi une approche inclusive et durable dans toutes les étapes du processus. Ainsi, 42 projets ont été instruits, dont 24 de catégorie A, 8 de catégorie B, 5 de catégorie C et 5 de catégorie IF. En outre, 45 projets ont été supervisés pour le suivi des aspects environnementaux et sociaux, permettant d'évaluer la mise en œuvre effective des mesures d'atténuation et de gestion des risques.

En matière de finance climat, 2025 a marqué une étape décisive dans l'opérationnalisation de la stratégie climat de la BOAD, combinant innovation instrumentale, ancrage programmatique et mobilisation financière sans précédent.

L'année a été marquée par l'adoption de deux outils opérationnels majeurs, permettant d'intégrer systématiquement les enjeux climatiques dans le processus d'instruction des projets : (i) **l'outil d'intégration de l'adaptation climatique** (octobre 2025), (ii) **l'outil dédié à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre** (novembre 2025).

Le Fonds d'Études Climat (FEC) a joué un rôle d'accélérateur en finançant les études de faisabilité de trois projets à fort potentiel climatique, pour un montant total de 1,3 milliard FCFA, visant à promouvoir la mobilité électrique durable au Burkina Faso (500 millions FCFA), développer un système de transport intégré à faibles émissions en Côte d'Ivoire (500 millions FCFA) et réaliser une centrale solaire privée au Mali (300 millions FCFA).

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

Dans le cadre du déploiement d'une approche programmatique des investissements climat, la Banque a signé **deux Mémoires d'Entente** pour les **Programmes d'Investissement Climat (PIC)** en **Côte d'Ivoire** et au **Burkina Faso**. Par ailleurs, un **MoU additionnel a été conclu avec le Conseil Café-Cacao (CCC-CI)** en Côte d'Ivoire (septembre 2025), visant à structurer des projets à fort impact climatique dans la filière café-cacao. Ces partenariats visent à originer, développer et structurer des projets bancables, tout en facilitant l'accès à des financements concessionnels et innovants.

En matière d'accréditations climat, la Banque a été officiellement inscrite sur la liste des entités accréditées, habilitées à accéder directement aux ressources du Fonds pour la Réponse aux Pertes et Préjudices (FRLD), instrument créé lors de la COP27 pour répondre aux dommages climatiques irréversibles. De

plus, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a confirmé la ré-accréditation/alignement des procédures de la BOAD sur ses standards opérationnels.

Concernant la mobilisation de Ressources Climat, (4) projets majeurs ont obtenu l'approbation de financements sous forme de dons des fonds climatiques internationaux, pour un montant total de 34 milliards FCFA, couvrant quatre États membres de l'UEMOA. Ces projets sont soutenus par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

SUIVI OPÉRATIONNEL DES PROJETS EN EXÉCUTION

Au terme de l'exercice 2025, le portefeuille des projets en supervision de la Banque affichent une dynamique de croissance

soutenue, s'établissant à 359, dont près de la moitié (166) est en phase de pleine exécution. Le solde se répartit entre les projets en démarrage (84) et ceux en phase de clôture (109).

Au titre de la performance opérationnelle, les missions de supervision ont porté prioritairement sur les projets en démarrage et en exécution (250 projets). Au total, 163 projets ont été supervisés, soit 65,2% du portefeuille actif. Ces missions ont permis d'identifier les blocages liés aux levées de conditions, d'améliorer le rythme des décaissements et de proposer des mesures correctives pour sécuriser l'exécution.

L'organisation de revues conjointes de portefeuille (Bénin, Burkina Faso et Sénégal) a servi de cadre de partages d'expériences et de renforcement du dialogue opérationnel avec les États et les partenaires techniques.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

- 1. TABLEAU D'ENSEMBLE
- 2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



AXE 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE MOBILISATION DE RESSOURCES

En 2025, la BOAD a intensifié ses activités de mobilisation de ressources dans un contexte de resserrement des conditions financières internationales.

Au total, 1 382,3 milliards FCFA ont été mobilisés, pour un objectif annuel fixé à 628,94 milliards FCFA, soit un taux de réalisation exceptionnel de 219,8 %.

Cette performance se décompose comme suit :

- 410,4 milliards FCFA mobilisés auprès des partenaires au développement ;
- 971,3 milliards FCFA levés sur le marché financier international.

A. Approbations du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a approuvé deux concours majeurs pour un montant total de 195,6 millions d'euros (128,3 milliards FCFA), principalement orientés vers le financement climatique et l'adaptation (KfW – PACAN III), ainsi que l'inclusion financière des ménages et des MPME dans l'UEMOA (Banque mondiale).

Tableau 2 : Concours approuvés au cours de l'année 2025 (Mds FCFA)

Source : Services BOAD

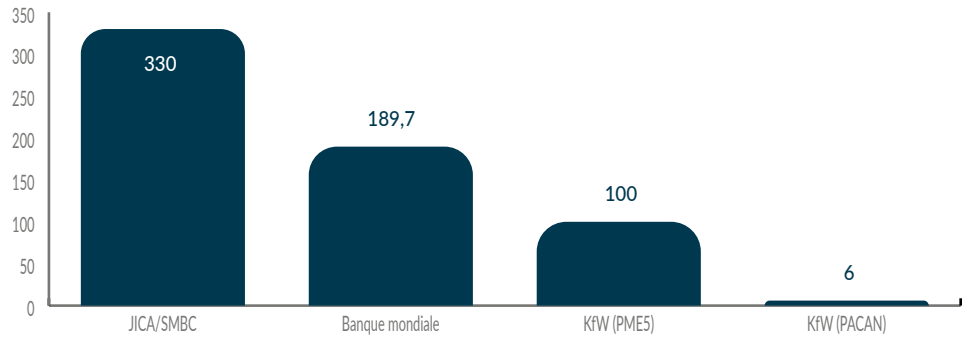
Partenaire	Instrument	Montant (millions €)	Montant (milliards FCFA)	Objectif stratégique
KfW	Subvention PACAN III	6,0	3,9	Renforcer la couverture de prêts face aux risques climatiques et contribuer aux NDC (min. 80% d'appuis liés à l'adaptation/atténuation).
Banque mondiale	Ligne de crédit Inclusion financière	189,6	124,4	Inclusion financière, financement logement et MPME
Total		195,6	128,3	

B. Conventions conclues avec les partenaires en 2025

Quatre conventions majeures ont été signées pour un volume global de 625,7 millions d'euros (410,4 milliards FCFA), soit un montant 3,2 fois supérieur aux concours approuvés par le Conseil d'Administration :

Graphique 9 : Conventions signées en 2025

Source : Services BOAD





C. Émissions sur le Marché financier international

En 2025, la Banque a confirmé son statut d'émetteur de référence à travers deux opérations majeures totalisant près de 971,3 milliards FCFA :

- Une émission d'Obligations Hybrides Durables de 500 millions USD (316,06 milliards FCFA) sur une maturité de 30 ans, renforçant la structure de fonds propres de la Banque.
- Une émission d'Eurobond Classique : Une levée de 1 milliard € (655,96 milliards FCFA) sur 15 ans, assurant des ressources longues pour le financement du Plan DJOLIBA.

D. Tirages de lignes de crédit auprès des partenaires

Au cours de l'exercice 2025, la Banque a effectué des tirages d'un montant total de 2,32 millions d'euros, soit 1 522,6 milliards FCFA. La répartition de ces concours reçus par partenaire est présentée dans le graphique 10 ci-contre.

Cette mobilisation effective est portée à 64% par les ressources levées sur le marché international, complétées par les lignes de crédit thématiques (Climat, PME, BDC).

E. Gestion de Trésorerie et Optimisation des Placements

La gestion de trésorerie en 2025 a été caractérisée par : (i) un respect strict de la politique de liquidité par ; (ii) une couverture systématique du risque de change sur l'ensemble des emprunts libellés hors zone Euro/FCFA (notamment pour l'émission en USD) ; (iii) un niveau de couverture exceptionnel de 32 mois (dépassant largement la

norme statutaire de 9 à 12 mois) et (iv) une performance élevée des produits de placements, avec 64 milliards FCFA de produits financiers générés.

La structure du portefeuille au 31 décembre 2025 révèle une orientation stratégique vers les titres publics, voir tableau 3 ci-après :

F. Ressources de bonification

Le mécanisme de bonification a été renforcé à hauteur de 26 milliards de FCFA grâce aux contributions des États membres ainsi que des institutions communautaires, notamment la Commission de l'UEMOA, la BCEAO et la BOAD. Ce soutien additionnel a permis de poursuivre la mise en place de prêts concessionnels au profit des États.

À fin décembre 2025, le cumul des ressources de bonification mobilisées sur la période 2016–2025 s'élève à 301,154 milliards de FCFA.

G. Coopération et promotion de partenariats

En 2025, la Banque a consolidé son rôle de partenaire stratégique du développement régional en renforçant de manière significative ses relations de coopération internationale et en diversifiant son réseau de partenaires.

Elle a poursuivi le développement de ses relations de coopération internationale avec ses partenaires institutionnels et financiers en **Amériques, Asie du Sud-Est et Extrême-Orient**, notamment à travers une mission de travail conduite en février 2025 à Abidjan, qui a permis avec plusieurs

Graphique 10 : Tirages effectués par la Banque au cours de l'année 2025 (Millions d'euros)
Source : Services BOAD

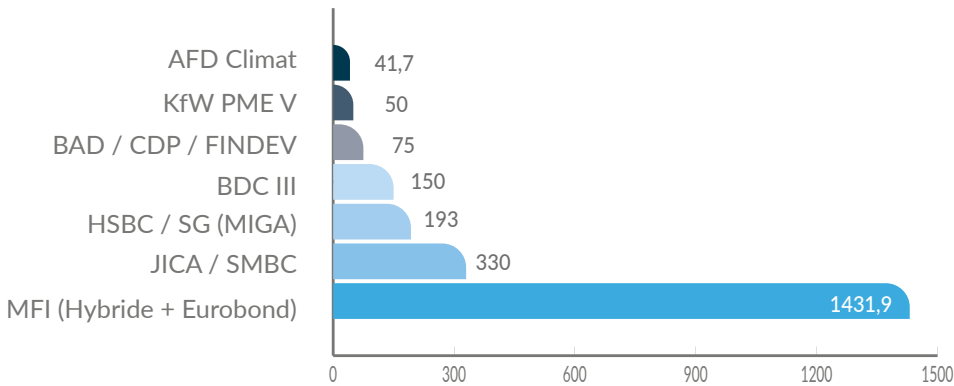


Tableau 3 : Structure du portefeuille
Source : Services BOAD

Actif	Montant (milliards FCFA)	% Portefeuille
Bons Trésor/Obligations	1 349,8	91%
Dépôts à terme	89	6%
Prêts interbancaires	43	3%
TOTAL	1 481,8	100%

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

représentations diplomatiques et agences de développement, notamment l'Ambassade du Japon, KOICA, Affaires mondiales Canada et JICA.

Au titre de la mobilisation de partenaires stratégiques, la coopération a été intensifiée dans plusieurs zones géographiques :

- **Moyen-Orient** : consolidation des relations avec la BID, la BADEA, le Fonds Saoudien de Développement et la FAB, dans un contexte d'élargissement des partenariats financiers et d'exploration d'une possible entrée au capital par l'Arabie Saoudite.
- **Chine** : renforcement du dialogue stratégique, marqué par l'accréditation de la BOAD au **MCDF**, facilitant l'accès aux dons et à l'assistance technique pour les projets d'infrastructure, ainsi qu'un approfondissement de la coopération technologique avec Huawei.
- **Europe** : intensification des échanges avec **KfW**, **AFD** et **BEI** sur les lignes de crédit, les garanties, les programmes climatiques et les perspectives de participation au capital.
- **Afrique** : approfondissement des coopérations avec la **BAD**, **Africa50**, la **BADEA** et les autorités marocaines, via des missions techniques, des supervisions et des consultations de haut niveau.

Sur le plan opérationnel, l'année a été marquée par l'approbation du **projet régional d'inclusion financière** mené conjointement avec la Banque mondiale et par la signature d'une **ligne de crédit conjointe JICA-SMBC de 330 M€**, soutenant les priorités stratégiques régionales.

Au titre des rencontres internationales, la BOAD a participé à **six forums internationaux majeurs**, dont les **Réunions de Printemps et les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale**, la **TICAD 9** et le **Sommet États-Unis - Afrique**, avec plusieurs réunions bilatérales de haut niveau, contribuant à l'identification de nouvelles opportunités de coopération.

Enfin, la BOAD a poursuivi la prospection de nouveaux partenaires et a élargi son réseau de coopération avec la signature de deux nouveaux accords avec **CICan** et **Mizuho**, renforçant ainsi sa capacité de mobilisation de ressources. Elle a aussi signé des accords de coopération importants, notamment avec **Saudi Eximbank**, le **MCDF** (Implementing Partner Agreement) et l'**ONUDI**, renforçant la capacité de la Banque à mobiliser des ressources financières, techniques et partenariales au service des priorités régionales.



PRINCIPAUX CHANTIERS VISANT LE RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ D'ACTION DE LA BANQUE

Les principaux chantiers poursuivis au cours de l'année 2025, en lien avec les objectifs d'impacts du Plan DJOLIBA, sont relatifs au renforcement des fonds propres et à l'optimisation bilancielle (titrisation et assurance des prêts de la Banque).

A. Renforcement des fonds propres

Dans la droite ligne de ses engagements pris dans le cadre du Plan Stratégique 2021-2025, la BOAD a finalisé avec succès son programme structurel de renforcement de ses fonds propres. Ce programme, pierre angulaire de la stratégie de croissance de l'Institution, visait à accroître sa capacité d'intervention tout en consolidant ses ratios prudentiels. Approuvé en 2022, il prévoyait la mobilisation de **1,5 milliard USD**, à travers une combinaison d'augmentation de capital et d'émissions d'instruments de dette hybride assimilables à des fonds propres.

À fin 2025, les ressources mobilisées s'établissaient à **1,48 milliard USD**, correspondant à un taux de réalisation de **98 %** de l'objectif initial. Cette performance repose sur un mix financier équilibré associant une augmentation de capital (776 millions USD) et l'émission d'instruments de dette hybride (704 millions USD).

Ces opérations ont significativement renforcé les ratios prudentiels de la BOAD, consolidé son profil de crédit et amplifié sa capacité d'intervention pour le financement de projets à fort impact dans l'espace UEMOA. Elles traduisent également la confiance renouvelée des actionnaires et des investisseurs dans la stratégie et la gouvernance de l'Institution.





B. Mécanisme de Tarification Différenciée

Afin de renforcer son soutien aux États membres dans la mise en œuvre de projets à forte valeur sociale et environnementale (énergie, eau, agriculture, santé, éducation, immobilier social, projets verts), la BOAD a instauré un **mécanisme de tarification différenciée** applicable à certains prêts souverains à conditions de marché (PSCM).

Ce dispositif prévoit une décote sur les taux d'intérêt pour les projets relevant notamment de l'énergie (électrification rurale et hors réseau), de l'accès à l'eau potable, de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'immobilier social ainsi que des projets verts et durables.

La décote est financée par une enveloppe annuelle de subventions d'intérêts de **4,8 milliards de FCFA (soit 600 millions de FCFA par État membre)**, entièrement supportée par la BOAD. À titre indicatif, à compter de 2026, cette enveloppe permettra de subventionner près de **200 milliards de FCFA de nouveaux prêts** sur 10 ans, offrant aux États un taux de sortie préférentiel d'environ **4,4%**, contre 4,9% dans la tarification standard. Cette politique de tarification incitative constitue un instrument majeur d'amplification de l'impact de la BOAD, en favorisant l'accès des États membres à des conditions financières plus soutenables pour la réalisation de projets structurants, sociaux et durables, en cohérence avec les objectifs du développement inclusif et de la transition climatique dans l'espace UEMOA.

C. Assurance des prêts : Une Gestion Active du Portefeuille

Dans une démarche continue d'optimisation de sa gestion des risques, la BOAD a

renouvelé en septembre 2025 sa police d'assurance de type « portefeuille souverain », initiée en 2023, obtenant des **conditions plus favorables**. Grâce à une amélioration de la perception du risque de l'Institution, ce renouvellement a permis d'étendre la couverture de **30 millions d'euros**, portant la capacité totale à **453,7 millions d'euros**, et ce, à coût constant.

À ce jour, l'ensemble des polices d'assurance mises en place par la BOAD permettent de couvrir près de **700 millions d'euros** d'encours, contribuant ainsi à dé-risquer près de **15 %** de l'encours total du portefeuille de prêts et à renforcer la résilience du bilan. Ce mécanisme contribue à renforcer la résilience du portefeuille et à optimiser la gestion des risques, notamment pour les prêts souverains.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



AXE 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Bilan Social 2025 confirme le renforcement continu du capital humain de la BOAD, marqué par des fondamentaux RH solides, une dynamique interne favorable et une gestion rigoureuse des équilibres financiers.

L'effectif opérationnel s'établit à 333 agents, structuré autour de 222 professionnels dont 23 directeurs, 101 personnels d'appui et 10 personnels de maîtrise.

La Banque a intensifié le renouvellement de ses talents grâce à une stratégie de recrutement ciblé et à une politique active de développement des compétences, marquée par l'intégration de onze (11) nouveaux collaborateurs. Sur les cinq (05) dernières années, 75 agents dont 23 femmes (31%) et 52 hommes (69%) ont été recrutés.

Tout le personnel est employé en CDI, illustrant une volonté de stabiliser et fidéliser les talents. L'encadrement supérieur poursuit sa consolidation, avec 89 managers, traduisant un renforcement des capacités managériales de la Banque.

La politique de promotion du genre a permis de maintenir un taux de féminisation global satisfaisant (37 %), avec une progression graduelle observée depuis 2023. Des efforts soutenus sont déployés pour accroître la représentation féminine dans

les instances décisionnelles (21 % au niveau top management), conformément aux engagements de la Banque en matière d'équité et d'inclusion.

Le Programme YENNENGA s'est poursuivi et a permis d'accompagner 22 collaboratrices de la deuxième cohorte dans le développement de leur leadership. Des actions ciblées sont engagées pour renforcer la présence féminine aux postes stratégiques.

Par ailleurs, au-delà de ces programmes spécifiques, la Banque a poursuivi l'exécution de son plan annuel de formation, permettant à plus de 250 collaborateurs de renforcer leurs compétences dans les domaines

clés liés aux transformations stratégiques en cours.

La diversité régionale demeure conforme à la vocation communautaire de l'Institution, avec une part notable — d'environ 40 % — de ressortissants du pays siège, principalement présents dans les fonctions d'appui, conformément aux dispositions de l'Accord de siège.

L'analyse de la pyramide des âges (concentration dans la tranche 41-50 ans et un âge moyen de 45,5 ans) confirme la nécessité d'anticiper le renouvellement des compétences à travers une politique proactive de gestion prévisionnelle des emplois, afin

Tableau 4 : Effectif opérationnel de la BOAD de 2020 à 2025
Source : Services BOAD

Catégorie	31.12.20	31.12.21	31.12.22	31.12.23	31.12.24	31.12.25
Personnel professionnel	182	184	213	227	226	222
Personnel de Maîtrise						10
Personnel d'appui	117	115	113	110	114	101
TOTAL	299	299	326	337	340	333

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

[Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale](#)

[Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé](#)

[Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique](#)

[Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque](#)

[Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion](#)

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

d'assurer la continuité et la performance des activités.

La masse salariale évolue de manière maîtrisée (10%), en cohérence avec la politique de gestion des ressources humaines et la soutenabilité des charges de personnel, tout en préservant l'attractivité nécessaire au recrutement et à la fidélisation des talents.

La Banque a également significativement accru ses investissements en faveur de l'amélioration des conditions de travail et du bien-être des collaborateurs, témoignant de son engagement pour un environnement professionnel de qualité.

Le Bilan Social met en exergue cinq priorités structurantes :

- anticiper le renouvellement des compétences face au vieillissement de l'effectif ;
- accélérer la féminisation, en particulier dans les fonctions de management ;
- renforcer le leadership managérial et accompagner la montée en responsabilité ;
- poursuivre l'investissement dans la formation continue, en lien avec les transformations stratégiques de la Banque ;
- consolider les initiatives en matière de qualité de vie au travail (QVT) et de cohésion interne.



GESTION DE LA GOUVERNANCE

A. Gouvernance, contrôle interne et gestion des risques

En 2025, la BOAD a poursuivi le renforcement de son dispositif de gouvernance, de contrôle et de gestion des risques, dans une logique de consolidation de l'intégrité institutionnelle, de maîtrise du profil de risque et d'amélioration continue de la performance.

Intégrité, éthique et lutte contre la fraude et la corruption.

La Banque a poursuivi la mise en œuvre de son dispositif d'intégrité à travers un plan structuré autour de la prévention, de la détection, de la réponse et de la gouvernance.

Les actions de prévention ont été renforcées par des sessions de sensibilisation à destination des acteurs de la commande publique au Sénégal, au Niger et au Togo, ainsi que par une formation e-learning couvrant l'ensemble du personnel. La campagne annuelle de déclaration d'intérêts a atteint un taux de participation de 100%. Par ailleurs, la

Banque a engagé le processus de certification ISO 37001:2025 afin de renforcer durablement ses standards anticorruption.

En matière de détection, la coopération institutionnelle a été renforcée par la signature de quatre protocoles d'accord avec des institutions nationales et internationales, contribuant à une meilleure intégration de la Banque dans les réseaux d'intégrité. Plusieurs dossiers relatifs à la conformité éthique et à des allégations de fraude ont été instruits, avec des recommandations validées par la Haute Direction et suivies de manière régulière.

En 2025, la BOAD a franchi une étape importante dans la modernisation de son dispositif de gouvernance avec la création du Comité d'Éthique et de Bonne Gouvernance (CEBG), instance spécialisée rattachée au Conseil d'Administration. Institué par la Décision n°051/2025/CA/BOAD du 9 octobre 2025 et doté d'une Charte approuvée par la Décision n°051 BIS/2025/CA/BOAD, ce Comité répond à la volonté d'aligner la Banque sur les standards internationaux en matière d'intégrité, de transparence et de conformité.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

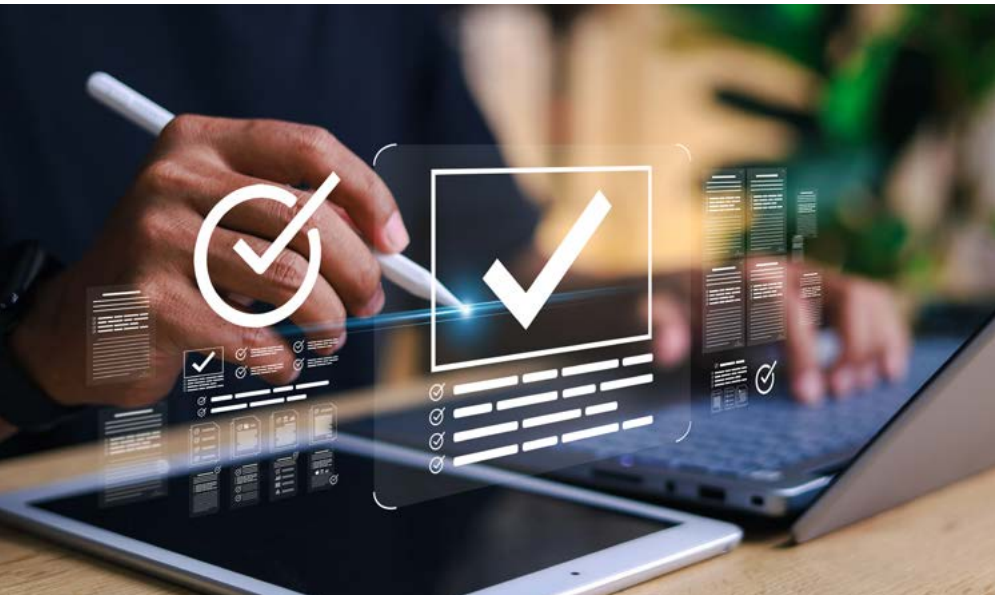
Le CEBG constitue désormais l'organe de référence du Conseil d'Administration pour la supervision des politiques d'éthique, de prévention et de lutte contre la corruption, ainsi que pour la formulation de recommandations sur les questions de gouvernance et de gestion des conflits d'intérêts au niveau des organes dirigeants.

Par son positionnement au sein de l'architecture décisionnelle de la Banque, le Comité contribue à renforcer la séparation des fonctions, la traçabilité des décisions à portée éthique et la cohérence du dispositif de contrôle interne. Sa mise en place vise notamment à réduire les risques réputationnels et juridiques, à améliorer la transparence et la redevabilité des organes de gouvernance, et à consolider la confiance des actionnaires, investisseurs et partenaires techniques et financiers.

Au-delà de sa dimension institutionnelle, la création du CEBG constitue un levier stratégique pour la robustesse de la gouvernance de la BOAD. Elle participe à la consolidation de la crédibilité de la Banque et à la préservation de son accès durable aux ressources financières, dans un environnement international de plus en plus exigeant en matière d'intégrité et de bonne gouvernance. Par cette réforme, la BOAD réaffirme son engagement en faveur d'une gouvernance exemplaire au service du développement durable et de l'intégration régionale.

Audit interne et contrôle externe

Le dispositif d'audit interne a été consolidé conformément aux orientations du plan stratégique. La certification de la fonction d'audit interne par l'IFACI a attesté de la maturité du dispositif et renforcé la confiance des parties prenantes. L'univers d'audit et le



plan triennal ont été actualisés, et le Comité d'Audit a tenu ses réunions statutaires, validant notamment les comptes 2024, les états financiers intermédiaires 2025 ainsi que les programmes d'activités de l'Audit interne et du Domaine Enquêtes.

Au titre du contrôle externe, les comptes 2024 ont été certifiés sans réserve. Dans le cadre de la rotation des auditeurs, un nouveau cabinet a été désigné pour la période 2025-2027 et a réalisé la revue limitée des états financiers intermédiaires au 30 juin 2025 conformément aux normes IFRS.

Contrôle des marchés et coordination des Missions Résidentes

Le contrôle des marchés a couvert l'ensemble des opérations financées et des acquisitions internes, garantissant la conformité aux procédures et une utilisation transparente des ressources. Des formations ont été organisées en présentiel dans trois États membres, complétées par des sessions virtuelles à destination des Unités de gestion de projets,

afin d'améliorer la qualité des dossiers soumis à la Banque.

La coordination des Missions Résidentes s'est poursuivie autour de la prospection, du suivi opérationnel des projets et de la modernisation de leur organisation. Un dispositif de suivi renforcé, fondé sur un tableau de bord hebdomadaire, a contribué à une meilleure coordination avec le Siège et à l'amélioration progressive du rythme des décaissements. Le processus de relocalisation des Missions Résidentes de Côte d'Ivoire et du Sénégal s'est poursuivi, tandis qu'un projet de redéfinition de leurs missions et attributions, fondé sur la Matrice de Délégation de Responsabilités Opérationnelles, a été élaboré.

Fonctionnement des organes de gouvernance

Le Conseil d'Administration a tenu cinq sessions formelles et plusieurs consultations à domicile en 2025. Il a approuvé notamment les comptes financiers, un volume significatif d'opérations de financement, les





SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

perspectives financières pluriannuelles, le budget-programme, ainsi que des réformes institutionnelles majeures en matière de gouvernance et de responsabilité sociétale.

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a tenu quatre sessions ordinaires au cours de l'année, au cours desquelles il a approuvé les comptes annuels, le Rapport annuel 2024 et les perspectives financières actualisées, confirmant la solidité financière et la trajectoire de croissance de la Banque.

Gestion des risques

Le dispositif de gestion et de gouvernance des risques a été substantiellement renforcé, avec un accent particulier sur les risques de crédit, financiers et opérationnels. La Banque a assuré une évaluation indépendante et rigoureuse des risques à toutes les étapes du cycle d'instruction des opérations et a veillé au respect strict des limites définies dans sa Déclaration d'Appétence au Risque.

Le suivi de la solvabilité, matérialisé par le calcul trimestriel du ratio d'adéquation du capital, est demeuré conforme aux standards prudentiels. La gouvernance des risques a été consolidée par des présentations régulières au Comité des Risques, offrant une vision consolidée de l'exposition globale de la Banque. Des chantiers structurants ont été menés, notamment l'achèvement du cadre d'appétence au risque et la contribution à l'amélioration de la tarification fondée sur le profil de risque des contreparties.

S'agissant des risques opérationnels, la cartographie actualisée a confirmé un profil globalement maîtrisé. Des plans d'actions ciblés ont été déployés, notamment en matière de sécurité physique, de sécurité de

l'information et de continuité d'activité. La certification ISO 27001 du Système de Management de la Sécurité de l'Information a été renouvelée, attestant de la conformité du dispositif aux standards internationaux.

B. Sécurité et gestion du patrimoine

Dans le cadre de son programme d'efficacité énergétique, la Banque a renforcé l'usage des énergies renouvelables sur ses sites. Avec une puissance solaire installée de 669 kWc, la production d'énergie propre a couvert plus de 32 % des besoins électriques globaux, permettant d'éviter près de 416 tonnes d'émissions de CO₂ en 2025. Le mix énergétique a été étendu au centre de loisirs par l'installation d'un nouveau kit solaire.

En matière de sécurité des personnes, des biens et de continuité d'activité, des avancées significatives ont été réalisées, notamment dans la mise en œuvre du plan SIRBA et des dispositifs de sécurité incendie, dont le taux de réalisation a atteint 81 %. Les résidences de fonction des Missions Résidentes ont été sécurisées, et des aménagements spécifiques ont été réalisés sur les nouveaux sites de Côte d'Ivoire et du Sénégal.

Les actions de formation et de sensibilisation ont permis d'atteindre des taux de participation élevés en matière de sûreté, de sécurité et de santé au travail. Le Plan de Continuité d'Activité a enregistré un taux d'exécution de 80 %, avec la réalisation de tests réguliers et l'actualisation progressive de la documentation.

En matière de patrimoine immobilier, l'année a été marquée par le lancement d'une étude globale de rénovation du Siège, l'attribution du marché de construction du nouvel immeuble de la Mission résidente du Bénin

intégrant un site de repli, ainsi que par le renforcement du parc des résidences de fonction.

Par ailleurs, plusieurs actions ont contribué à l'amélioration du cadre de vie et de travail, notamment la réhabilitation du centre de loisirs, l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, l'aménagement de nouveaux locaux pour certaines Missions Résidentes et la création de capacités supplémentaires de stationnement.

C. Mise en place de la politique et de la stratégie RSE de la Banque

En 2025, la Banque a renforcé son positionnement en tant qu'institution financière de développement pleinement engagée dans la responsabilité sociétale. La mise en œuvre opérationnelle de sa Politique et de sa Stratégie RSE, alignées sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les priorités régionales de l'UEMOA, a constitué un levier majeur de consolidation de son approche environnementale, sociale et de gouvernance (ESG).

Elle a poursuivi l'émission d'Avis RSE sur les projets financés, optimisant ainsi l'impact durable en identifiant les risques ESG, et en alignant ses opérations avec les ambitions climatiques et sociétales. Ces avis servent de levier pour améliorer les projets et renforcer la culture ESG au sein de l'écosystème régional.

Par cette démarche, la Banque accompagne activement les États membres, les PME, les promoteurs privés et les institutions partenaires dans l'adoption progressive de standards responsables. L'objectif est de faire évoluer les pratiques, de diffuser une véritable culture ESG dans l'écosystème régional, et de garantir que chaque projet financé contribue de manière mesurable et durable à la transformation des économies de l'Union.

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025



D. Sécurisation et modernisation du système d'information

La Banque a poursuivi la mise en œuvre du SDSI via le programme SIRBA, destiné à renforcer l'innovation, la résilience et l'agilité organisationnelle. Cette dynamique est en cohérence avec les stratégies digitale et de cybersécurité du Plan DJOLIBA. Les actions réalisées ont principalement porté sur la modernisation, la sécurisation et l'amélioration de l'agilité du Système d'Information.

Les projets structurants achevés incluent notamment : (i) la modélisation des processus métiers ; (ii) l'implémentation d'un outil de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) ainsi qu'un dispositif renforcé de gouvernance des données ;(iii) la finalisation de la solution de gestion du contentieux et

du recouvrement ; (iv) l'extension de la Gestion Électronique de Documents (GED) avec l'automatisation de nouveaux processus tels que le cycle de projet, les décaissements, les demandes de prêts du personnel et le suivi des décaissements liés aux projets ; (v) l'optimisation continue de la plateforme de formation en ligne « Campus Digital » ; (vi) la stabilisation et l'amélioration de la version modernisée de SAP S/4HANA et (vii) le lancement de la mise en œuvre de SAP FIONEER, futur outil cœur bancaire de la Banque ou KEKELITECH.

En matière de cybersécurité et de continuité d'activités, la Banque a engagé la convergence de ses systèmes de management, dans la perspective d'un Système de Management Intégré. La Politique de Sécurité de l'Information a été actualisée pour intégrer les risques émergents, notamment les risques de fuite

de données et ceux liés à l'usage non maîtrisé de l'Intelligence Artificielle. Parallèlement, les actions de sensibilisation et de formation des utilisateurs ont été renforcées via la plateforme d'e learning, permettant d'accroître leur niveau de vigilance face aux menaces cyber.

S'agissant de l'amélioration continue des services et de la modernisation des infrastructures, la Banque a poursuivi la modernisation du dispositif d'assistance informatique (Helpdesk) afin d'aligner ses pratiques sur les standards internationaux. Sur le plan technique, les liaisons VSAT des Missions Résidentes ont été remplacées par des connexions en fibre optique, améliorant significativement la qualité de la connectivité tout en réduisant les coûts. La croissance des besoins métiers a également conduit à une consolidation des infrastructures cloud et de virtualisation, favorisant une mutualisation accrue des ressources et une meilleure maîtrise des coûts d'exploitation.

Enfin, dans le cadre de la digitalisation des outils de gestion, la Banque a poursuivi le déploiement de la solution ASANA pour le suivi des projets internes. Cet outil permet une planification plus rigoureuse, une gestion plus structurée des activités et un reporting centralisé et plus efficace.

E. Action marketing et communication

En 2025, les actions de communication ont visé à renforcer la visibilité de la Banque, à amplifier la diffusion des messages institutionnels et à promouvoir le Plan stratégique DJOLIBA. Elles ont également contribué à consolider le positionnement de la BOAD en tant qu'institution de référence du financement du développement en Afrique de l'Ouest.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

Au plan de la communication institutionnelle, l'année a été marquée par l'organisation de la première édition des BOAD Development Days, conçue comme un espace de dialogue stratégique réunissant partenaires techniques et financiers, experts sectoriels, gouvernements, secteur privé et société civile. Placé sous le thème « **Financement de la transition énergétique et de l'agriculture durable : défis, opportunités et solutions** », l'événement a permis d'explorer les enjeux majeurs du développement durable dans l'UEMOA et d'identifier des pistes d'action à moyen et long termes.

Parallèlement, la Banque a renforcé ses relations avec les médias des États membres et avec la presse spécialisée régionale et internationale. Une stratégie multicanale combinant supports traditionnels et digitaux a été déployée, incluant une campagne institutionnelle intitulée « **Innover, transformer, impacter** » diffusée dans les aéroports de l'UEMOA, des magazines régionaux et à travers divers dispositifs d'affichage. Ces actions ont permis d'accroître la notoriété de la Banque auprès d'un public élargi, y compris à l'international.

La mise en place d'un partenariat de diffusion à grande échelle des communiqués de presse a renforcé la veille médiatique et permis un suivi plus efficace des retombées des actions de communication, améliorant ainsi la visibilité des interventions de la Banque et de ses partenaires techniques et financiers.

La participation de la Banque à des rencontres internationales de haut niveau et à des tribunes stratégiques a également contribué à affirmer son positionnement et son leadership dans les débats sur le financement du développement et la transformation économique de la région.

Encadré 2

BOAD Development Days 2025 : Financement de la Transition Énergétique et de l'Agriculture Durable

Les 12 et 13 juin 2025, la BOAD a organisé à Lomé la première édition des BOAD Development Days, sur le thème « **Financement de la transition énergétique et de l'agriculture durable : défis, opportunités et solutions** ». L'événement a rassemblé experts, responsables politiques, acteurs du secteur privé et représentants de la société civile pour discuter des enjeux cruciaux du financement durable dans la région UEMOA.

Les discussions ont été structurées autour de deux panels principaux :

1. Le financement de l'accès universel à l'électricité dans l'UEMOA face à la transition énergétique : Ce panel a exploré les défis liés à l'accès à une énergie fiable et durable, soulignant son importance cruciale pour le développement économique et social de la région.
2. L'agro-industrie comme levier de souveraineté alimentaire : Les experts ont débattu de la nécessité de réformer les pratiques agricoles pour renforcer la sécurité alimentaire tout en répondant aux défis du changement climatique et en exploitant le potentiel économique de l'agro-industrie.

L'événement a permis d'explorer des solutions innovantes de financement, particulièrement dans les domaines de la finance climatique et de l'agriculture durable. Des experts de renom, tels que les anciens Premiers ministres du Burkina Faso, Dr Lassina Zerbo, ainsi que son homologue Béninois, Lionel Zinsou, ont insisté sur la nécessité

de repenser les modèles financiers traditionnels pour les adapter aux spécificités de la région

Une question clé abordée lors des discussions a été l'intégration du nucléaire dans les politiques de développement. Dr. Zerbo a proposé le nucléaire comme un complément dans le mix énergétique de l'UEMOA, une idée qui a donné lieu à des échanges sur la nécessité de renforcer l'expertise régionale et de garantir la sécurité dans ce secteur stratégique.

Enfin, le Président de la BOAD, a souligné l'urgence d'une mobilisation collective pour accélérer les investissements nécessaires à la transition énergétique et à la modernisation de l'agriculture en Afrique de l'Ouest. Il a affirmé l'engagement de la BOAD, en tant que moteur de financement régional, à soutenir la mise en œuvre de solutions en collaboration avec les gouvernements, les acteurs privés et les partenaires internationaux.



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

Dans le domaine de la communication digitale, La Banque a poursuivi la mise en œuvre de son programme de « collaborateurs ambassadeurs » à travers des formations destinées au personnel, afin de renforcer leur rôle dans la promotion proactive des actions et résultats de l'Institution. La production régulière de contenus sur les réseaux sociaux a permis d'élargir l'audience de la BOAD et d'accroître sa visibilité auprès de ses parties prenantes externes.

Au titre des actions sociales, dans le cadre du mois dédié à la lutte contre le cancer, la Banque a apporté un appui financier au ser-

vice de pédiatrie du CHU Sylvanus Olympio au Togo. Cette contribution a permis de soutenir la prise en charge d'enfants atteints de cancers, notamment au travers du financement d'examens spécialisés et de produits sanguins essentiels. Cette initiative s'inscrit dans la politique de responsabilité sociétale de la BOAD et illustre son engagement en faveur du renforcement des systèmes de santé dans les États membres.

S'agissant de la communication interne, la Banque a assuré la publication régulière de son bulletin interne et engagé la refonte de l'Intranet, parallèlement à la mise à jour

continue des contenus diffusés sur les supports d'affichage dynamique. Elle a également initié l'élaboration de sa politique de communication interne, en recourant à un cabinet spécialisé.

Au titre des relations publiques, la Banque a organisé plusieurs événements d'envergure (BOAD Development Days, Investor Day, roadshow du PACAN, séminaires thématiques) et a renforcé sa présence dans les forums internationaux (Africa CEO Forum, Africa Financial Summit, OPEC Fund, Assemblées annuelles de la BAD, du FMI et du Groupe de la Banque mondiale). Ces actions ont consolidé la visibilité de la Banque et facilité la création d'opportunités de partenariat.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par la refonte complète de la charte graphique de la Banque. Cette modernisation, intégrant un nouveau territoire de marque et une typographie actualisée, vise à renforcer la cohérence, la lisibilité et l'impact des supports de communication, en adéquation avec les ambitions stratégiques et le rayonnement de l'Institution.

F. Suivi-évaluation des opérations et gestion du savoir

La Banque a poursuivi ses efforts de consolidation du dispositif de suivi-évaluation des résultats de développement. Les travaux ont porté sur la conception et le déploiement d'outils dédiés au suivi de quarante-deux (42) projets examinés lors des Conseils d'Administration.

Dans une logique d'innovation et d'intégration d'approches rapides de mesure des impacts, une étude de cas a été conduite sur le Projet d'Intensification de la Production Agricole pour la Sécurité Alimentaire (PIPA/SA)



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

au Niger. Cette évaluation a mobilisé l'analyse satellitaire pour apprécier les effets du projet sur l'environnement et les résultats de développement. Parallèlement, la seconde phase de l'évaluation des réductions de CO₂ et de particules fines du projet d'hybridation des plateformes multifonctionnelles au Togo a été menée.

Dans le cadre du programme pilote d'intégration progressive de l'analyse géospatiale et de l'intelligence artificielle dans les activités de supervision, trois ateliers ont été organisés au Mali, au Bénin et au Sénégal. Ils ont permis de présenter le programme, de former les acteurs à l'utilisation d'outils digitalisés de collecte de données et de planifier une première campagne de terrain. Les données collectées ont ensuite alimenté les tableaux de bord actualisés : indicateurs d'impact, état d'exécution et géoréférencement.

S'agissant du **renforcement de l'utilisation des enseignements** issus des évaluations et de la diffusion des expériences, la Banque a appuyé la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) dans la mise en place de son dispositif de supervision et de suivi-évaluation des impacts. Cet accompagnement, mené de juin à décembre 2025, a abouti à l'élaboration d'une politique de suivi-évaluation, d'un manuel de procédures incluant un système de supervision notée et d'un tableau de bord digitalisé. Un diagnostic préalable et un programme de renforcement des capacités ont complété ce soutien.

En matière de capitalisation des connaissances, des réunions ont été tenues avec les unités de supervision afin d'harmoniser les



pratiques et d'affiner les méthodologies de notation des projets.

S'agissant du suivi du Plan DJOLIBA, des rapports couvrant la période 2009-2024 ont été produits pour le Bénin et le Burkina Faso, accompagnés d'évaluations formatives des résultats et impacts.

Enfin, la Banque a assuré le suivi continu des neuf (09) indicateurs clés de résultats et d'impact du Plan DJOLIBA, notamment à travers la mise à jour régulière de la base de données des projets approuvés et la production de notes périodiques présentant les cibles ex ante et les niveaux de réalisation associés.

En matière de Gestion du savoir et des Archives, la Banque a enregistré des avancées majeures dans la mise en œuvre de sa Stratégie de production intellectuelle et de

gestion des connaissances, dont l'ambition est de positionner l'Institution comme référence régionale en matière de savoirs sur le développement durable dans l'espace UEMOA.

En termes de renforcement du dispositif de production intellectuelle, la Banque a pour suivi la structuration de son écosystème de connaissances avec la mise en place **d'une communauté de pratiques** dédiée au thème pilote « Sécurité alimentaire et production agricole » en cohérence avec ses priorités stratégiques et sectorielles. Ce cadre permet d'enrichir l'expertise interne, de capitaliser les expériences et de renforcer l'appui technique aux opérations.

Parallèlement, le lancement du « **Café de connaissances** » a permis d'instaurer un cadre régulier de partage d'expertise entre collaborateurs sur des thématiques transversales et stratégiques telles que **l'intelligence**



SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale

Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé

Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique

Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque

Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

artificielle, la **méthodologie de la recherche scientifique**, ainsi que les **fonds climatiques et le développement durable**, contribuant ainsi au renforcement continu des capacités internes.

Par ailleurs, la Banque a franchi une étape importante dans l'**ouverture de son Centre de Documentation aux utilisateurs externes**, à travers la signature, à titre expérimental, de partenariats avec cinq établissements d'enseignement supérieur du Togo (ENA, ESAM, IRES, UCAO et FASEG). Ce dispositif offre aux enseignants et étudiants concernés un accès élargi aux ressources documentaires et numériques spécialisées de la BOAD, renforçant ainsi son rôle de pôle régional de connaissances.

La Banque a également consolidé le projet de **mutualisation documentaire** avec les Institutions sœurs de l'UEMOA, en vue de permettre un accès croisé aux ressources de la BOAD et de la Commission de l'UEMOA.

Dans le cadre de son engagement envers la redevabilité, la Banque a poursuivi la **collecte et la publication des données relatives aux projets publics** sur la plateforme de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IITA), en plus de participer activement à ses Assemblées annuelles.

En matière de **modernisation et de digitalisation des processus documentaires et archivistiques**, il a été mis en production la nouvelle plateforme documentaire « **Syracuse** »,

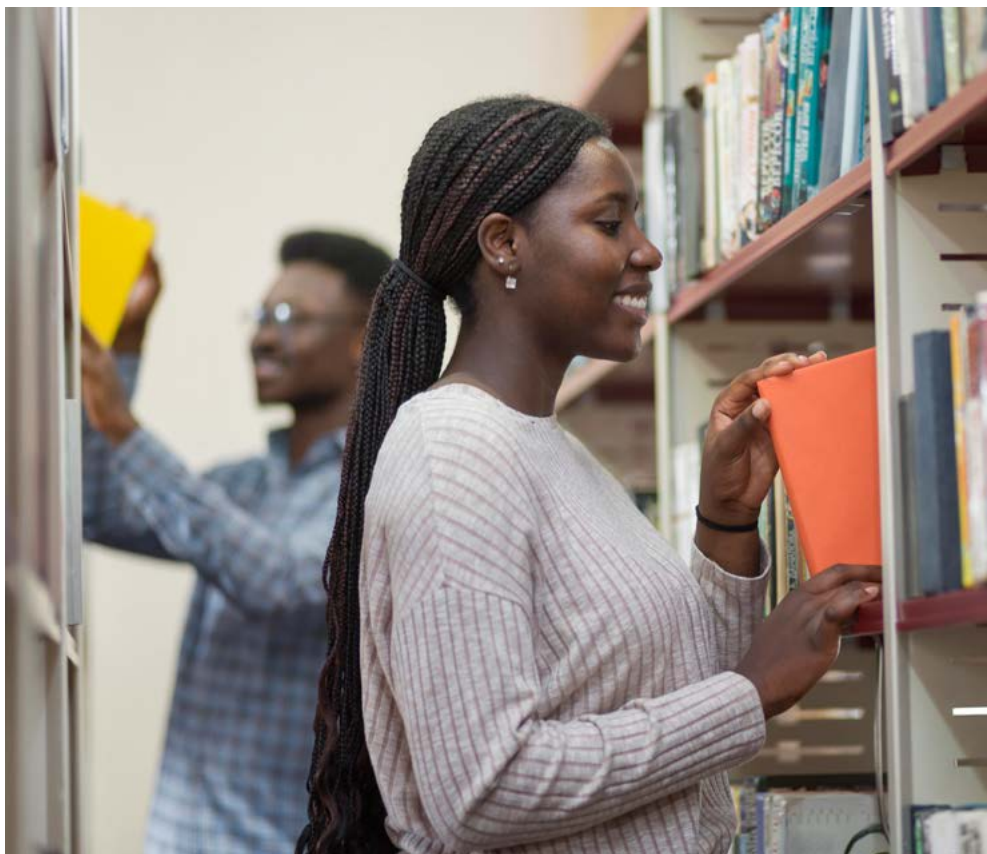
dédiée à la gestion intégrée de son fonds documentaire (ouvrages, revues spécialisées, études et bases de connaissances). La Banque a également finalisé l'implémentation des **cinq processus prioritaires** identifiés dans le cadre du projet de **Gestion Électronique des Documents (GED)** et déployé le **Système d'Archivage Électronique (SAE)**, reposant sur la solution Maarch, pour la gestion des archives à valeur probatoire.

Dans le prolongement de ces actions, la Banque a engagé un vaste chantier de **reconstitution et de sécurisation de son patrimoine archivistique**, fondé sur la centralisation et l'harmonisation des pratiques au Siège et dans les Missions Résidentes. À ce titre, environ **500 mètres linéaires d'archives physiques** ont fait l'objet d'un traitement intellectuel, tandis que **400 mètres linéaires**, représentant près de **2 millions de pages**, ont été numérisés et intégrés dans le SAE Maarch, notamment au Siège ainsi que dans les Missions Résidentes de Côte d'Ivoire et du Sénégal.

G. Situation financière

Le total du bilan de la Banque s'établit à 5 363,49 Mds FCFA au 31 décembre 2025, contre 3893,48 Mds FCFA un an plus tôt.

La situation financière demeure solide, portée par une structure bilantielle équilibrée. À fin décembre 2025, les fonds propres représentaient près de 33 % du total du bilan. Par ailleurs, le ratio d'endettement (encours des emprunts rapporté aux fonds propres) ressortait à environ 209 %, soit un niveau largement en deçà de la norme statutaire de 300 %.



ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025

1. TABLEAU D'ENSEMBLE

2. RÉALISATIONS PAR AXE STRATÉGIQUE

- Axe 1 : Renforcer l'intégration régionale
- Axe 2 : Contribuer à la création de valeur et d'emplois productifs en appui aux États et au secteur privé
- Axe 3 : Renforcer la résilience au changement climatique
- Axe 4 : Augmenter les capacités de financement de la Banque
- Axe 5 : Renforcer les ressources humaines et les systèmes de gestion

THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

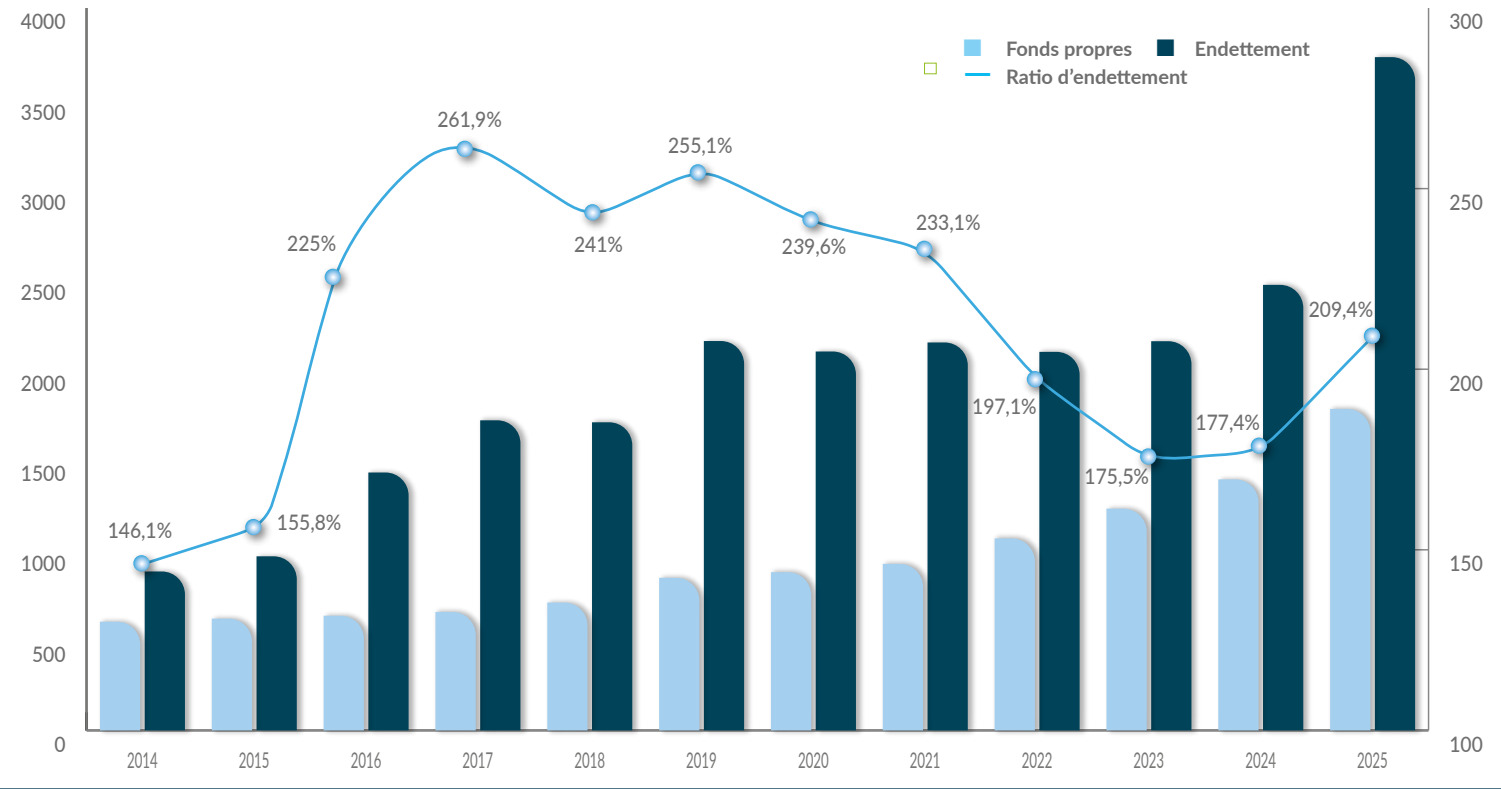
LISTE DES SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

LISTE DES ANNEXES

ANNEXES



Graphique 11 : Évolution des fonds propres, de l'endettement (Mds FCFA) et du ratio d'endettement
- Source : BOAD



Les éléments caractéristiques ci-après marquent notamment l'exploitation :

- une prépondérance des produits des prêts, lesquels constituent l'activité principale de l'institution (65,5% des produits budgétaires réalisés) ;
- un niveau de produit net bancaire qui s'établit à 103,19 Mds FCFA au 31 décembre 2025 contre 114,89 Mds FCFA au 31 décembre 2024 ;

- une gestion prudente de la trésorerie, conformément à la politique de liquidité ;

- la poursuite d'une politique prudente de provisionnement, liée à la situation de certains projets marchands.

Le taux brut de dégradation global du portefeuille est ressorti à 2,31% au 31 décembre 2025 contre 2,46% au 31 décembre 2024, 2,64% à fin décembre 2023 et 2,92% à fin décembre 2021 et 2022. La Banque entend

poursuivre ses actions relatives au suivi et à l'amélioration de la qualité du portefeuille.

L'exploitation continue d'enregistrer des résultats positifs, le bénéfice net à fin 2025 ressort à 42,48 Mds FCFA contre 39,4 Mds FCFA au 31 décembre 2024. Le résultat ainsi dégagé vient en renforcement des fonds propres de l'institution.

La Banque continuera de veiller à la maîtrise de ses charges, afin de maintenir une offre de taux attractifs, conformes aux exigences du financement du développement.

[SOMMAIRE](#)

[MESSAGE DU PRÉSIDENT](#)

[TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES
FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025](#)

[FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024](#)

[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL](#)

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

[ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS](#)

[Introduction](#)

[1 - Évaluations et portefeuille-pays](#)

[2 - Évaluations dans le domaine climat
et environnement](#)

[3 - Évaluations en matière de sécurité
alimentaire](#)

[4 - Évaluations du financement des PME :
études de cas en Côte d'Ivoire et au Sénégal](#)

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

[ANNEXES](#)



THÈME DE L'ANNÉE

ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS



INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan stratégique 2021-2025 (Plan DJOLIBA), la BOAD a défini une stratégie d'évaluation visant à renforcer l'efficacité de ses interventions. Cette stratégie poursuit trois objectifs : établir un cadre structuré de mesure des résultats, promouvoir des approches innovantes et rapides d'évaluation des impacts, et valoriser les enseignements pour la capitalisation et l'amélioration continue.

Durant la période du Plan, la Banque a conduit plusieurs évaluations couvrant les portefeuilles-pays, le climat et l'environnement, la sécurité alimentaire et le développement rural, les initiatives

régionales et le financement des PME. Ces évaluations ont révélé des résultats significatifs mais aussi des défis récurrents, tels que les retards d'exécution, la durabilité limitée des infrastructures, les insuffisances de suivi post-projet et le reporting des résultats.

Les enseignements tirés constituent des leviers essentiels pour améliorer la conception et la mise en œuvre des projets futurs, renforcer l'efficacité opérationnelle de la Banque et consolider sa capacité de redevabilité. La synthèse des principaux résultats des évaluations est présentée ci-après.

ÉVALUATIONS ET PORTEFEUILLE-PAYS

Dans le cadre de sa démarche d'amélioration continue de l'efficacité de ses interventions et de la redevabilité envers ses parties prenantes, la BOAD a conduit des évaluations approfondies de ses portefeuilles nationaux au Bénin, au Togo et en Guinée-Bissau. Ces analyses ont permis d'apprécier la performance des projets financés, leurs contributions aux Objectifs de Développement Durable (ODD) ainsi que leurs impacts économiques, sociaux et environnementaux. Elles mettent également en évidence les principaux résultats obtenus ainsi que les défis et contraintes rencontrés dans la mise en œuvre des projets.

1 Résultats des évaluations

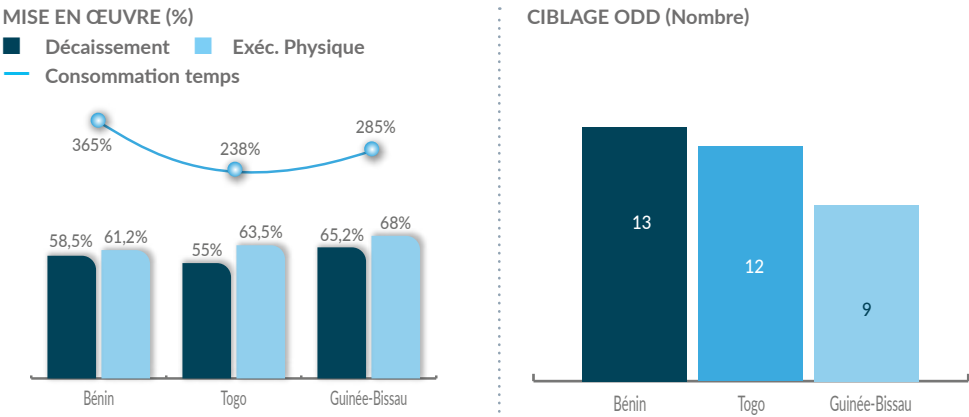
Les évaluations ont porté sur un portefeuille global de 1 933,46 milliards FCFA au Bénin, au Togo et en Guinée-Bissau sur la période 2009-2024 (Bénin) et 2009-2023 (Guinée-Bissau et Togo), couvrant les trois premiers plans stratégiques de la Banque.

Les résultats mettent en évidence des performances contrastées selon les pays. La Guinée-Bissau affiche les meilleurs taux de décaissement et d'exécution physique (69 %), tandis que le Bénin enregistre les délais d'exécution les plus longs, avec une durée moyenne représentant près de quatre fois la durée initialement prévue.

Au Bénin, les projets ont contribué de manière significative au développement des infrastructures routières, énergétiques, hydrauliques et sociales, ainsi qu'au renforcement des secteurs agricole, éducatif et sanitaire. Ils ont généré plus de 42 000 emplois temporaires et une valeur ajoutée estimée à 86,1 milliards FCFA, avec des perspectives supplémentaires

Graphique 12 : Performance de mise en œuvre des projets et ODD ciblés

Source : BOAD



importantes liées aux projets structurants du secteur privé.

Au Togo, les interventions ont permis une amélioration notable de la connectivité, de l'accès à l'eau potable et à l'électricité, ainsi que du développement agricole. Les projets ont impacté positivement plus de 20 000 agriculteurs, créé plus de 200 000 emplois et généré une valeur ajoutée annuelle de plus de 108 milliards FCFA, avec une contribution fiscale significative.

En Guinée-Bissau, les projets ont renforcé la sécurité alimentaire, amélioré l'accès à l'électricité par l'interconnexion régionale et développé les infrastructures routières. Ils ont permis la création de plus de 176 000 emplois et généré une valeur ajoutée annuelle estimée à 61,5 milliards FCFA.

2. Principaux défis et contraintes rencontrés dans la mise en œuvre des projets

Malgré les impacts positifs observés, la mise en œuvre des projets a été confrontée à plusieurs défis, notamment des retards d'exécution liés aux lenteurs administratives, aux difficultés de passation des marchés, aux défaillances de certaines entreprises et, dans certains cas, au contexte socio-politique. La durabilité des infrastructures reste également limitée en raison d'un suivi post-projet insuffisant et de mécanismes de maintenance peu structurés.

Par ailleurs, les insuffisances en matière d'archivage, de coordination et de reporting réduisent la disponibilité des informations et la capacité d'évaluation des interventions. Les recommandations portent sur le renforcement du suivi et de la coordination, l'amélioration du reporting, la digitalisation des données et la consolidation des mécanismes de durabilité des infrastructures.

ÉVALUATIONS DANS LE DOMAINE CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Les évaluations menées dans ce domaine mettent en évidence la contribution croissante des projets financés par la BOAD à l'adaptation au changement climatique, à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et à la préservation des ressources naturelles, à travers des méthodologies innovantes fondées sur des données géospatiales et des mesures environnementales.

1. Projet d'intensification agricole pour la sécurité alimentaire dans les régions de Tahoua et Tillabéri (PIPA/SA) en République du Niger : évaluation rétrospective d'impact intégrant l'analyse satellite

L'évaluation rétrospective du Projet d'Intensification de la Production Agricole pour la Sécurité Alimentaire (PIPA/SA) a analysé sa performance, ses résultats, sa durabilité et ses impacts environnementaux, notamment sur la couverture végétale et l'humidité des sols en zone sahélienne.

Le projet est globalement pertinent, aligné sur les orientations de la BOAD et les priorités nationales du Niger en matière de sécurité alimentaire et de résilience climatique. Son efficacité est partiellement insatisfaisante en raison de délais d'exécution prolongés, liés aux contraintes sécuritaires, aux lenteurs administratives, à la COVID-19 et aux performances limitées de certaines entreprises, malgré une maîtrise correcte des coûts.

L'efficacité est partiellement satisfaisante : plusieurs résultats ont été atteints ou dépassés, comme la restauration des terres dégradées, le renforcement des capacités et

l'amélioration de certaines productions agricoles, mais certaines activités de formation et de production restent insuffisantes. Les impacts environnementaux sont positifs, avec une amélioration notable de la couverture végétale et de l'humidité des sols. La durabilité demeure fragile, en raison de mécanismes de maintenance peu opérationnels, de financements limités pour l'entretien des infrastructures et du contexte sécuritaire, pouvant compromettre la pérennité des acquis.

2. Projet d'hybridation des plateformes multifonctionnelles au Togo financé par la BOAD et le fonds pour l'environnement mondial (FEM) : évaluation de la réduction de l'émission de CO2 et de particules fines au niveau de quatorze (14) plateformes multifonctionnelles

L'évaluation analyse les effets du passage de plateformes multifonctionnelles fonctionnant au diesel vers des plateformes hybridées solaire/diesel, en mettant l'accent sur les impacts climatiques, environnementaux, sociaux et la durabilité des équipements.

Sur le plan climatique, les résultats montrent une forte réduction des émissions de CO₂, avec des émissions jusqu'à 25 fois plus faibles en mode solaire et une économie annuelle moyenne estimée à 169 tonnes de CO₂ par plateforme.

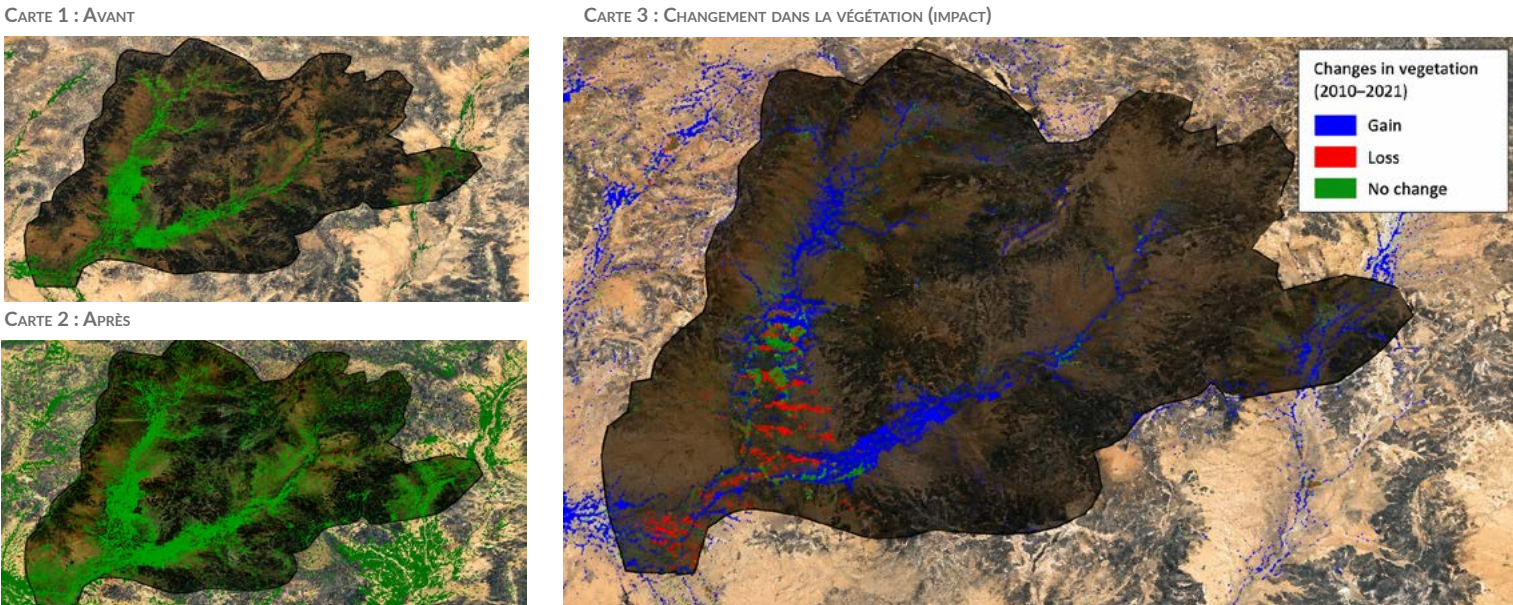
Ces performances confirment l'intérêt de l'hybridation pour l'atténuation du changement climatique. Toutefois, des niveaux élevés de particules fines et de bruit ont été observés, dépassant les normes sanitaires et appelant des actions correctives rapides.



- 1 - Évaluations et portefeuille-pays
- 2 - Évaluations dans le domaine climat et environnement
- 3 - Évaluations en matière de sécurité alimentaire
- 4 - Évaluations du financement des PME : études de cas en Côte d'Ivoire et au Sénégal

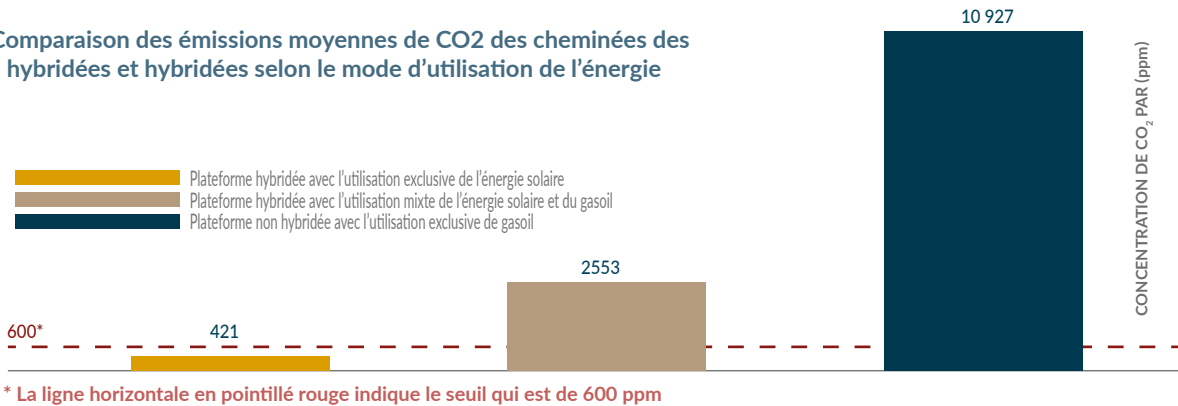


Figure 1 : Perception de l'impact sur la réhabilitation des terres - Source : BOAD



Graphique 13 : Comparaison des émissions moyennes de CO2 des cheminées des plateformes non hybridées et hybridées selon le mode d'utilisation de l'énergie

Source : BOAD



Sur le plan socio-économique, les plateformes améliorent l'accès aux services énergétiques et de transformation agricole, allègent la pénibilité du travail et réduisent les coûts pour les usagers, avec des bénéfices notables pour les femmes.

En matière de durabilité, il est ressorti des faiblesses de maintenance et de vieillissement

des équipements qui pourraient compromettre la continuité des services et la pleine valorisation des investissements consentis.

L'évaluation recommande le renforcement des mesures de protection sanitaire, la modernisation et l'extension de l'hybridation, l'amélioration du stockage solaire et un accompagnement institutionnel et financier

accru. Dans l'ensemble, les plateformes hybridées apparaissent comme des outils pertinents de développement local, conciliant enjeux climatiques, sociaux et économiques, sous réserve d'un renforcement de leur durabilité technique et environnementale.

ÉVALUATIONS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les évaluations en matière de sécurité alimentaire soulignent l'impact positif des interventions de la Banque sur la résilience des systèmes agricoles et la réduction de la vulnérabilité des populations rurales face aux chocs climatiques et économiques, notamment à travers les investissements hydro-agricoles et le déploiement d'instruments financiers innovants favorisant la sécurisation des revenus et une agriculture durable et inclusive.

1. Évaluation participative d'impact rapide du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali en Guinée-Bissau (PASA)

L'évaluation d'impact participative rapide du Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PASA), financé par la BOAD à hauteur de 4,8 milliards FCFA dans les régions de Biombo, Gabu et Tombali, a permis de mesurer sa contribution à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et au renforcement de la résilience des populations rurales. Réalisée auprès de 121 bénéficiaires dans huit villages, elle a couvert la production agricole, les revenus, la sécurité alimentaire, la vulnérabilité climatique, l'environnement et l'alphabétisation.

Les résultats montrent que le projet a globalement dépassé ses objectifs en aménagements hydro-agricoles et infrastructures rurales, particulièrement à Biombo et Tombali, tandis que Gabu a enregistré des performances inférieures aux prévisions, notamment pour la production additionnelle de riz. Sur le plan socio-économique, le PASA a favorisé l'augmentation et la diversification des productions, l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire, la réduction de

la vulnérabilité climatique, le développement des cultures de contre-saison et l'autonomisation des femmes via l'alphabétisation fonctionnelle.

Cependant, des risques pour la durabilité subsistent, liés à l'entretien des infrastructures, à la protection des périmètres agricoles, aux contraintes sanitaires de l'élevage, à l'accès aux marchés et à certains enjeux environnementaux. L'évaluation recommande de renforcer les capacités institutionnelles, d'améliorer les dispositifs de maintenance, de consolider les mécanismes de commercialisation et de mieux prendre en compte les capacités des prestataires pour pérenniser les acquis du projet.

2. Évaluation participative d'impact rapide du projet d'appui à la Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal pour la mise en place d'un produit d'assurance récolte des cultures coton et maïs (PA-CNAAS)

Le Projet d'Appui à la CNAAS, financé par la BOAD en 2014 à hauteur de 1,09 milliard FCFA, visait à couvrir 40 000 producteurs agricoles contre le risque de sécheresse via une assurance indiciaire, ciblant principalement le coton et le maïs. Une évaluation participative menée auprès de 115 bénéficiaires dans six villages a examiné son impact sur la résilience climatique et la réduction de la pauvreté.

Le projet a produit des résultats probants dans la filière coton grâce à une assurance indiciaire subventionnée à 50 % par l'État, favorisant une forte adhésion des producteurs. Cela a renforcé leur résilience face aux chocs climatiques, sécurisé leurs revenus, facilité

le remboursement des crédits et réduit le risque pour la Banque Agricole du Sénégal. Les conditions de vie des ménages bénéficiaires se sont également améliorées.

En revanche, l'assurance indiciaire du maïs n'a pas atteint ses objectifs en raison de la faible structuration de la filière et de l'absence de mécanismes collectifs efficaces. Malgré des contraintes opérationnelles et institutionnelles (retards, gouvernance, transparence), le projet a contribué au renforcement de la CNAAS et confirmé la pertinence de l'assurance indiciaire comme outil d'adaptation climatique pour les filières agricoles organisées, offrant des perspectives de mise à l'échelle et de mobilisation accrue de financements, notamment climatiques.





ÉVALUATIONS DU FINANCEMENT DES PME : ÉTUDES DE CAS EN CÔTE D'IVOIRE ET AU SÉNÉGAL

Les évaluations menées en Côte d'Ivoire et au Sénégal ont permis d'apprécier l'impact des lignes de refinancement de la BOAD sur le développement des PME dans l'UEMOA. Elles confirment la pertinence de ce mécanisme de financement indirect tout en mettant en évidence des spécificités nationales, notamment dans la répartition des bénéficiaires et les effets économiques, sociaux et financiers.

Dans les deux pays, les PME constituent l'essentiel du tissu entrepreneurial (80 à 98 %) mais rencontrent des difficultés d'accès au financement, en particulier pour les ressources à moyen et long termes. Les lignes de refinancement de la BOAD offrent une alternative pour les entreprises non éligibles au financement direct et soutiennent des secteurs prioritaires.

Les bénéficiaires sont fortement concentrés dans les capitales : 82 % à Abidjan et 76 % à Dakar. Sectoriellement, le secteur des services domine (43 % en Côte d'Ivoire, 57 % au Sénégal), tandis que l'agriculture et la production représentent une part limitée. Les PME ivoiriennes présentent une répartition sectorielle plus diversifiée que celles du Sénégal. La majorité des financements est allouée au fonds de roulement (53 % en Côte d'Ivoire, 70 % au Sénégal), avec une part moindre consacrée aux investissements productifs.

Les évaluations confirment que les lignes de refinancement ont un impact positif sur la

Tableau 5 : Résultats de développement des projets

INDICATEURS	CÔTE D'IVOIRE	SÉNÉGAL
Emplois créés	781	630
Part femmes	29 %	45 %
Part jeunes (<25 ans)	28 %	29 %
Valeur ajoutée	8,7 milliards FCFA	10,1 milliards FCFA
Recettes fiscales	0,724 milliard FCFA	5,2 milliards FCFA

Source : BOAD

création d'emplois et la valeur ajoutée, bien que l'intensité de ces effets varie selon le pays et le secteur.

Globalement, 1 411 emplois ont été créés dans les deux pays. Les emplois créés au Sénégal ont été plus inclusifs pour les femmes. Aussi, dans les deux pays, les PME ont contribué à créer de la valeur ajoutée à hauteur de 18,8 milliards.

Performances financières et productivité des PME

Dans les deux pays, les PME ont amélioré leurs performances après financement, avec une portée différente selon le pays :

- En Côte d'Ivoire, le chiffre d'affaires progresse de 17 % et le résultat net de 130 % ;
- Au Sénégal, le chiffre d'affaires progresse de 9,6 %, mais le résultat net est multiplié par 5,7.

Ainsi, les PME ivoiriennes ont enregistré une croissance plus forte du chiffre d'affaires, tandis que les PME sénégalaises ont affiché une meilleure rentabilité.

Pratiques ESG et innovation

L'adoption des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) est significative :

- Équité salariale : 78,5 % (CI) contre 64,9 % (Sénégal)
- Couverture sociale : 49,6 % (CI) contre 74,7 % (Sénégal)
- Participation des femmes aux organes de gouvernance et capacité d'innovation présentes dans les deux pays

Les PME ivoiriennes se distinguent sur l'équité salariale, tandis que les PME sénégalaises présentent une meilleure couverture sociale, traduisant un système social d'entreprise plus structuré.

Tarification, accès au crédit et conditions de financement

Dans les deux pays, les bénéfices de la concessionnalité des ressources BOAD sont faiblement répercutés aux PME. Les taux appliqués par les IFN restent supérieurs à la moyenne du marché. Malgré cela, la qualité des portefeuilles demeure excellente :

- 98,8 % de portefeuille sain en Côte d'Ivoire (créances provisionnées : 1,2 %)
- 99,2 % de portefeuille sain au Sénégal (créances provisionnées : 0,8 %)

Les deux pays démontrent donc une maîtrise élevée du risque de crédit par les IFN.

Dans l'ensemble, les lignes de refinancement de la BOAD jouent un rôle déterminant dans le développement des PME et contribuent à l'amélioration de leurs performances dans les deux pays. Toutefois, les évaluations soulignent la nécessité d'optimiser davantage l'impact de ces instruments, notamment par : (i) l'harmonisation de la définition des PME au niveau régional ; (ii) l'introduction de mécanismes de tarification différenciée en faveur des secteurs prioritaires et zones à fort potentiel ; (iii) le renforcement du suivi-supervision et de la collecte des indicateurs de performance ; (iv) l'intégration renforcée des critères ESG ; et (v) l'approfondissement de l'analyse de l'effet multiplicateur des lignes de crédit.

Ces recommandations visent à accroître l'efficacité des interventions futures de la Banque en faveur du développement du secteur privé dans l'UEMOA et à maximiser la contribution des PME à la croissance inclusive et durable.

Figure 2 : Présentation synoptique de la synthèse des évaluations

Source : BOAD

INVESTISSEMENTS ET ALIGNEMENT STRATÉGIQUE



Cumul des prêts approuvés pour Bénin (1034,79 Mds), Togo (856 Mds) et Guinée-Bissau (342,1 Mds) sur la période évalué.



Jusqu'à 13 objectifs de développement durable (ODD) ciblés

Prédominance du secteur public

- Secteur public non marchand (Bénin 89%, Togo 79,7%)
- Secteur privé

PROJETS CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX



Restauration des terres au Niger (PIPA SA)
Récupération de 3 548 ha de terres dégradées (104% de l'objectif initial) avec gain de végétation en milieu désertique.



Hydratation solaire au Togo
Réduction des émissions de CO2 grâce aux plateformes multifonctionnelles valorisée à 12,1 millions FCFA/an.



Résilience agricole au Sénégal (PA - CNAAS)
Mise en place d'une assurance indicelle subventionnée à 80% par l'État pour protéger les cotonculteurs contre la sécheresse.

RÉSULTATS SECTORIELS ET IMPACT SOCIAL

418 791 Emplois créés

Togo (220 266),
Guinée-Bissau (176 525),
Bénin (42 000 temporaires)



Une inclusion féminine significative : 42,1% des emplois au Togo. 32% en Guinée-Bissau



Désenclavement et Énergie :
Plus de 1688 Km de routes bitumées et 2035 km de pistes rurales construites ou réhabilitées.



Accès aux services de base
Plus de 1,8 millions de personnes bénéficient d'un accès renforcé à l'électricité et 424 000 à l'eau potable.

DYNAMISATION DES PME

1 411 Emplois créés via les Banques Commerciales

INDICATEURS	CÔTE D'IVOIRE	SÉNÉGAL
Emplois créés	781	630
Part femmes	29 %	45 %
Part jeunes (<25 ans)	28 %	29 %
Valeur Ajoutée Générale	8,7 milliards FCFA	10,06 milliards FCFA

Performance et innovation : hausse des chiffres d'affaires de 9,6% à 17% pour les PME refinancées, avec amélioration des pratiques ESG

DÉFIS ET ENSEIGNEMENTS OPÉRATIONNELS



Des retards d'exécution massifs
Temps consommé :

239% au Togo
287% en Guinée-Bissau
388% au Bénin par rapport aux délais initiaux

Facteurs de blocage identifiés : Défis sécuritaires (Niger), lenteurs de passation de marchés, insuffisance de maintenance des équipements (Togo).

Coût de crédit pour les PME : Malgré des taux BOAD compétitifs, le taux final appliqué par les banques locales reste élevé (moyenne de 9%).

**[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL](#)**

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

**[ÉVALUATION D'IMPACTS DES PROJETS
FINANCÉS ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS](#)**

[Introduction](#)

[1 - Évaluations et portefeuille-pays](#)

[2 - Évaluations dans le domaine climat
et environnement](#)

[3 - Évaluations en matière de sécurité
alimentaire](#)

[4 - Évaluations du financement des PME :
études de cas en Côte d'Ivoire et au Sénégal](#)

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

[ANNEXES](#)



CONCLUSION

Dans l'ensemble, les évaluations conduites mettent en évidence la contribution des interventions de la BOAD à la transformation des économies de l'UEMOA, à travers le renforcement de la sécurité alimentaire, le développement des infrastructures énergétiques, la promotion du secteur privé et l'amélioration de la résilience face aux chocs climatiques et économiques. Elles confirment la pertinence stratégique des appuis de la Banque, tant au niveau national que régional, ainsi que son alignement avec les politiques publiques des États membres et les priorités communautaires.

Les résultats obtenus traduisent des impacts tangibles en matière de création d'emplois, d'accroissement des revenus, d'amélioration de l'accès aux services essentiels, de renforcement des capacités productives et d'intégration régionale. Toutefois, les évaluations soulignent également des défis récurrents liés aux délais de mise en œuvre, à la levée des conditions préalables aux décaissements, à la mobilisation des contreparties nationales, à la qualité à l'entrée des projets, ainsi qu'aux reportings.

Les enseignements tirés mettent en exergue la nécessité de consolider les cadres institutionnels et opérationnels, de renforcer la planification et la préparation des projets, d'améliorer la coordination avec les parties prenantes, et d'optimiser les mécanismes de financement et de supervision. À cet égard, les recommandations formulées constituent des leviers importants pour accroître l'efficacité, l'efficience et la durabilité des interventions de la Banque.



[SOMMAIRE](#)

[MESSAGE DU PRÉSIDENT](#)

[TABLEAU SYNOPSIS SUR LA BOAD ET LES
FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025](#)

[FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024](#)

[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL](#)

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

Évaluation d'impacts des projets
financés et principaux enseignements

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Présentation de la BOAD et de son organigramme au 31 décembre 2025

ANNEXE 2 : Organes délibérants de la BOAD au 31 décembre 2025

ANNEXE 3 : Principaux actes des Organes délibérants en 2025

ANNEXE 4 : Financements approuvés en 2025

ANNEXE 5 : Liste des AP PP ET CP signés de janvier au 31 décembre 2025

ANNEXE 6 : Évolution des flux nets de ressources par pays, au 31 décembre 2025

ANNEXE 7 : Répartition des financements cumulés au 31 décembre 2025

ANNEXE 8 : Répartition des décaissements au 31/12/2025

ANNEXE 9 : Gouvernance de la BOAD au 31/12/2025

ANNEXE 10 : Personnel de la BOAD par collège, genre, processus et activités au 31 décembre 2025

ANNEXE 11 : Situation financière de la Banque au 31 décembre 2025

ANNEXE 12 : Principaux indicateurs macro-économiques de l'UEMOA

ANNEXE 13 : Fiches des projets financés au cours de l'année 2025

ANNEXE 15 : Dons des fonds climatiques

Téléchargez les annexes à partir de ce lien : <https://www.boad.org/fr/rapport-annuel-2025/>

[SOMMAIRE](#)

[MESSAGE DU PRÉSIDENT](#)

[TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LA BOAD ET LES
FINANCEMENTS MIS EN PLACE EN 2025](#)

[FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2024](#)

[ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL](#)

[RÉALISATIONS DE LA BOAD EN 2025](#)

[THÈME DE L'ANNÉE](#)

Évaluation d'impacts des projets
financés et principaux enseignements

[LISTE DES SIGLES, ACRONYMES
ET ABREVIATIONS](#)

[LISTE DES ANNEXES](#)

[ANNEXES](#)

68 av. de la Libération, BP 1172 Lomé, Togo
Tél. : +228 22 21 59 06 • Fax : +228 22 21 52 67

www.boad.org

